



**LYCÉE
FRANÇAIS
SAINT LOUIS**
STOCKHOLM

PROCÈS VERBAL

Conseil d'administration : 2026-03

Date : 2026-05-25

Lieu : Annexe LFSL

Numéro d'immatriculation : 902004-1852

Liste de présence

Membres titulaires présents :

- Guillaume Lefebvre, Président, membre coopté
- Eva Höglund, Vice-Présidente, membre coopté
- Stéphanie Cozon, membre élu des personnels
- Anne Ruchaud, membre élu des personnels
- Olivier Cureau, membre élu des personnels
- Hervé Brice, membre élu des parents d'élèves
- Marion Grönberg, membre élu des parents d'élèves

Absents et excusés :

- Jérôme Chappert, Trésorier, membre élu des parents d'élèves
- Erik de Rouville, membre coopté

Personnalités membres de droit avec voix consultative :

- Denis Ravaille, Proviseur AEFE et Chef d'Établissement AEFE
- Katarina Koto, Proviseure Förskola et Skolchef Förskola et Fritidshem
- Olivier Priou, Consul de France

Absente et excusée :

- Sophie Maysonnave, Conseillère de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France

Personnalités invitées avec voix consultative :

- Fabrice Palhies, Directeur de l'Élémentaire
- Txomin Diaz, DAF
- Mona-Marleen Antonson, DRH

Rédaction du protocole :

Sophie Pier Federici, Chargée de communication

OC
OC

HB
HB

GL
GL

1. Ouverture de séance

Le Président, M. Guillaume Lefebvre, propose d'ouvrir la séance.

L'ensemble des membres donne son accord pour que la réunion soit enregistrée, étant précisé que cet enregistrement est strictement destiné à la rédaction du procès-verbal.

2. Adoption de l'ordre du jour

Le Président rappelle que l'ordre du jour de cette réunion est particulièrement chargé. Afin d'optimiser le temps disponible et de permettre des échanges approfondis sur les points d'information et de décision, il est proposé que les différents rapports soient présentés de manière plus concise et que les discussions se concentrent principalement sur les questions et remarques des administrateurs.

Le Président précise toutefois que cette organisation ne vise pas à limiter les débats, lesquels demeurent essentiels au bon fonctionnement du Conseil. Il invite les membres à signaler toute question complémentaire qui pourrait être ajoutée aux points divers, conformément aux pratiques habituelles du Conseil.

Aucune remarque n'étant formulée, l'ordre du jour est adopté.

3. Choix de scrutateurs du procès-verbal

Le CA désigne Messieurs Olivier Cureau et Hervé Brice scrutateurs.

4. Approbation du procès-verbal du Conseil d'administration du 24 mars 2026 (2026-02)

Le procès-verbal de la réunion tenue les 24 mars 2026 (2026-02) est adopté à l'unanimité.

Le Provisur introduit ensuite une réflexion relative à l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le processus de rédaction des procès-verbaux.

Il souligne que les outils d'intelligence artificielle peuvent produire aussi bien des retranscriptions quasi intégrales des échanges que des synthèses extrêmement condensées. Dès lors, il apparaît nécessaire de définir préalablement le niveau de détail attendu afin de pouvoir élaborer des consignes précises et obtenir un résultat conforme aux besoins du Conseil.

Deux questions principales sont soulevées :

- Convient-il de mentionner systématiquement chaque prise de parole ?
- Convient-il de faire figurer explicitement l'ensemble des opinions et positions exprimées au cours des débats ?

Plusieurs administrateurs interviennent sur ce point. Il est notamment rappelé que l'objectif poursuivi n'est pas de modifier la qualité ou la nature des procès-verbaux actuels, mais d'alléger le travail de rédaction en utilisant l'intelligence artificielle comme outil d'assistance. Le gain de temps attendu



concerne principalement la phase de production du document, tout en maintenant une relecture attentive permettant de corriger d'éventuelles erreurs, approximations ou mauvaises interprétations.

Les membres s'accordent sur la nécessité de conserver un niveau de détail comparable à celui des procès-verbaux actuellement produits. Il est toutefois précisé que les interventions peuvent être reformulées ou synthétisées, à condition que les différentes opinions exprimées au cours des débats soient fidèlement retranscrites.

Au terme des échanges, un consensus se dégage autour des principes suivants :

- Toutes les opinions exprimées au cours des débats doivent être reprises dans le procès-verbal ;
- Les prises de parole peuvent faire l'objet d'une synthèse ou d'une reformulation lorsque cela améliore la lisibilité du document ;
- Le niveau général de détail doit rester comparable à celui actuellement pratiqué ;

Le Conseil prend acte de cette orientation et marque son accord pour poursuivre les essais.

5. Rapports

a) Rapport du Proviseur AEFE

Le Proviseur présente son rapport en s'appuyant sur une synthèse projetée en séance.

Il indique que la première partie du rapport ne comporte pas d'éléments nouveaux significatifs par rapport aux informations déjà communiquées. En revanche, il attire l'attention du Conseil sur la question des effectifs, qui constitue actuellement l'enjeu principal de la préparation de la rentrée. Les chiffres présentés ont été actualisés le matin même de la réunion. Alors que le budget avait été construit sur une hypothèse prudente de 689 élèves pour la partie homologuée de l'établissement, les estimations figurant dans le rapport faisaient état d'un effectif d'environ 680 élèves. Les données les plus récentes conduisent désormais à envisager un effectif compris entre 666 et 670 élèves. Le Proviseur précise toutefois que plusieurs dossiers solides d'admission sont encore en cours d'instruction et pourraient permettre de réduire cet écart. Il rappelle également que les effectifs observés à cette période, notamment en classe de seconde, évoluent généralement jusqu'à la rentrée scolaire dans un sens comme dans l'autre. Cette évolution des effectifs induit néanmoins des questions sur les structures pédagogiques. Le Proviseur souligne que les niveaux pour lesquels la structure pédagogique avait été volontairement contrainte, notamment les classes de CE2 et de Première, ne connaissent pas de diminution significative de leurs effectifs, voire enregistrent une légère hausse. À l'inverse, les baisses concernent davantage des niveaux sur lesquels les possibilités d'ajustement de la structure sont plus limitées. Dans ce contexte, il estime qu'il sera probablement nécessaire de procéder à de nouveaux ajustements des structures pédagogiques avant la fin du mois de juin, afin de tenir compte de l'évolution réelle des inscriptions.

Parallèlement à ce travail sur les structures pédagogiques, l'établissement poursuit l'analyse de l'organisation des services éducatifs et administratifs. Le Proviseur indique que plusieurs optimisations ont été identifiées afin d'adapter les ressources et organisations aux effectifs constatés. L'objectif demeure d'atteindre, pour ce qui concerne la masse salariale, le niveau d'équivalent temps plein (ETP) voté dans le budget, soit 4,98 ETP. À ce stade, cet objectif paraît atteignable.



Un administrateur s'interroge sur les raisons expliquant l'écart observé entre les prévisions initiales et les effectifs actuellement attendus. Il souhaite savoir si une tendance générale se dégage ou si les départs relèvent essentiellement de situations individuelles. Le Proviseur indique que, en l'état très préliminaire de l'analyse, l'écart entre les prévisions budgétaires et les effectifs actuels s'explique principalement par un nombre plus important que prévu de départs de familles quittant la Suède. Dans plusieurs cas, ces départs n'étaient pas connus au moment de l'élaboration des prévisions. Il rappelle également que le 23 mai constitue une date importante dans le calendrier des réinscriptions puisqu'elle correspond à l'entrée dans la période de préavis de trois mois avant la rentrée. Plusieurs familles ont confirmé leur départ ou leur changement de projet scolaire à cette occasion. Certaines situations concernent notamment des élèves à des niveaux charnières, tels que la troisième ou la seconde, où les choix d'orientation peuvent évoluer tardivement. D'autres relèvent de situations familiales particulières déjà connues de l'établissement.

Interrogé sur l'éventuel impact des frais de scolarité dans ces décisions, le Proviseur indique que cet argument est rarement avancé directement par les familles concernées. Il mentionne néanmoins que certaines choisissent effectivement d'orienter leurs enfants vers des établissements suédois.

Le Président souligne l'importance de comprendre non seulement les motivations des départs mais également les dynamiques d'arrivée. Il s'interroge notamment sur un éventuel effet des actions de promotion menées par l'établissement auprès des représentations diplomatiques, des institutions européennes ou des réseaux économiques francophones présents en Suède. En réponse, le Proviseur indique avoir constaté cette année un nombre légèrement supérieur à l'habitude d'inscriptions d'enfants issus de familles de diplomates ou de personnels travaillant dans des représentations étrangères, notamment européennes. Il cite notamment des familles liées aux représentations allemande, italienne ou canadienne. Toutefois, ces arrivées restent quantitativement limitées.

Les échanges permettent également de constater que les profils des nouvelles familles correspondent majoritairement à ceux observés traditionnellement : familles expatriées arrivant en Suède avec des enfants déjà scolarisés en France ou dans le réseau de l'enseignement français à l'étranger.

Le Directeur de l'Elémentaire relève par ailleurs une augmentation inhabituelle du nombre de désistements concernant les inscriptions en classe de CP. Alors qu'une dizaine de désistements est habituellement observée chaque année, près d'une vingtaine ont été enregistrés cette année. Plusieurs situations s'expliquent par des mutations professionnelles finalement annulées ou par des familles ayant renoncé après avoir évalué les contraintes de déplacement. Malgré ces désistements, le nombre global de nouvelles inscriptions demeure comparable à celui observé à la même période l'année précédente. Le proviseur y voit un effet positif sur la stratégie d'attractivité de l'établissement, mais qui bute sur des contraintes organisationnelles pour les familles intéressées. Il indique également que le nombre d'arrivée est relativement comparable globalement aux années précédentes : le différentiel s'explique essentiellement par un nombre de départ plus important.

Au terme des échanges, plusieurs administrateurs estiment que la situation semble davantage résulter d'une augmentation des départs que d'une diminution des arrivées. Le Conseil prend acte de cette analyse et des ajustements qui devront être réalisés dans les prochaines semaines afin d'adapter les structures pédagogiques aux nouveaux effectifs prévisionnels.



Le Président invite les membres à formuler d'éventuelles observations complémentaires concernant les effectifs et les perspectives de recrutement.

Un administrateur souhaite obtenir des précisions sur les inscriptions liées aux représentations diplomatiques, notamment concernant le cas évoqué d'une famille rattachée à l'ambassade d'Allemagne. Il s'interroge sur le caractère isolé ou plus général de ce type de situation. Le Proviseur précise qu'une famille franco-allemande avait effectivement rejoint l'établissement l'année précédente dans un contexte similaire. Concernant l'année en cours, il indique qu'il s'agit d'un enfant dont l'un des parents travaille à l'ambassade d'Allemagne, sans que la famille soit nécessairement issue d'Allemagne. L'élève était déjà scolarisé dans le réseau de l'enseignement français à l'étranger et a choisi de poursuivre ce parcours à Stockholm malgré la présence d'une offre scolaire allemande sur place.

La discussion porte ensuite sur l'évolution des effectifs par rapport à l'année précédente. Interrogé sur ce point, le Proviseur rappelle que l'établissement comptait 696 élèves lors de l'élaboration du budget précédent. À la rentrée suivante, l'effectif réel s'était établi à 686 élèves. À ce jour, 666 inscriptions fermes sont enregistrées pour la prochaine rentrée. En tenant compte d'une douzaine de dossiers jugés solides et susceptibles d'aboutir dans les semaines à venir, l'effectif pourrait atteindre environ 678 élèves, sous réserve des ajustements habituels observés durant l'été. Il précise également que ces estimations n'intègrent pas les éventuelles admissions supplémentaires susceptibles de découler de certains dossiers non encore officiellement déposés.

Le Président souligne par ailleurs l'intérêt financier que représentent les développements envisagés dans le cadre du dispositif « Un an à Stockholm ». Il rappelle qu'un élève supplémentaire dans ce cadre génère un impact budgétaire supérieur à celui d'un élève inscrit dans le cursus classique, ce qui renforce l'importance stratégique de ce dossier.

Poursuivant la réflexion, le Président fait part de son étonnement face à l'évolution des effectifs. Il rappelle qu'à son arrivée en Suède, il y a une dizaine d'années, le Lycée français connaissait une forte demande et que l'obtention d'une place pouvait s'avérer difficile en raison de listes d'attente importantes. Il observe que le contexte économique et l'attractivité de la Suède demeurent globalement favorables et s'interroge sur les facteurs expliquant cette évolution. En réponse, il est rappelé qu'une situation particulière avait affecté la capacité d'accueil de la Förskola à cette époque. La réorganisation des locaux, consécutive à des décisions prises par la Ville de Stockholm, avait temporairement réduit le nombre de classes disponibles. Cette diminution de capacité avait mécaniquement entraîné un allongement des listes d'attente. Il est toutefois précisé que cette situation concernait principalement la maternelle et n'avait pas d'incidence directe sur les effectifs du primaire ou du secondaire.

En conclusion, le Président souligne la nécessité de poursuivre les efforts engagés en matière de recrutement d'élève et de promotion de l'établissement afin de soutenir la dynamique des inscriptions dans les années à venir. Le Conseil prend acte de cette orientation.

À la suite de la présentation du rapport du Proviseur, une administratrice indique avoir eu connaissance d'un incident survenu lors de la visite d'élèves d'un établissement partenaire. Elle souhaite savoir si des comportements à caractère discriminatoire ou faisant référence à l'idéologie nazie ont effectivement



été constatés. Le Proviseur précise que des propos inadmissibles ont été tenus par un petit nombre d'élèves, même si les faits ne sont pas exactement ceux présentés en séance. Il indique que ces faits ont fait l'objet d'un traitement disciplinaire. Il indique que cet incident ne figure pas dans le rapport présenté au Conseil car ne sont pas présentées toutes les actions disciplinaires ou éducatives prises : il fait remarquer le caractère déjà très dense des situations individuelles présentées et assure de sa volonté de ne pas minimiser les faits. Il rappelle que des élèves de l'établissement partenaire sont accueillis plusieurs fois par an dans le cadre d'échanges réguliers. Un incident comparable s'était déjà produit l'année précédente. Dans les deux cas, les situations ont été prises en charge et les familles des élèves impliqués ont été contactées. Le Proviseur précise également avoir échangé avec la direction de l'établissement partenaire afin de l'assurer du suivi de la situation.

Une administratrice s'interroge ensuite sur l'efficacité des actions de sensibilisation mises en œuvre au sein de l'établissement et sur les moyens de prévention disponibles face à ce type de comportements. Elle relève notamment le jeune âge des élèves concernés et s'interroge sur la capacité des dispositifs existants à faire évoluer durablement les comportements. En réponse, le Proviseur indique qu'une réflexion approfondie est actuellement menée au sein de l'établissement sur la planification des actions de sensibilisation, notamment en termes de parcours éducatif de santé et de parcours citoyen. Il rappelle que de nombreuses actions de prévention sont déjà déployées et souligne notamment l'ajout récent de l'intervention de professionnels suédois spécialisés dans l'accompagnement des jeunes. Ces interventions, encore peu habituelles dans le contexte local, ont été jugées positives et pourraient être reconduites afin d'inscrire le travail de prévention dans la durée. Il indique également que cette réflexion est conduite notamment au sein du Comité d'Éducation à la Santé, à la Citoyenneté et à l'Environnement (CESCE), dont c'est le rôle, afin d'intégrer dans la réflexion le plus grand nombre d'acteurs de la communauté éducative possible, et notamment parents et élèves.

Les échanges portent ensuite sur le rôle de l'enseignement de l'histoire, de l'enseignement moral et civique et des actions mémorielles dans la prévention de ce type de comportements. Le Proviseur rappelle que ces thématiques sont largement abordées dans les programmes scolaires, en particulier en classe de troisième et au lycée. Il souligne notamment l'importance des projets pédagogiques liés à l'étude de la Seconde Guerre mondiale et des mécanismes de discrimination. Il évoque également les voyages mémoriels organisés par l'établissement, qui constituent des temps forts du parcours éducatif des élèves. Il indique qu'il est actuellement difficile de déterminer si les incidents observés relèvent principalement de comportements et problématiques individuels ou s'ils témoignent de problématiques plus globales nécessitant une réponse spécifique.

La discussion s'oriente ensuite vers la question de la visibilité des sanctions disciplinaires auprès des autres élèves. Une administratrice souligne que l'absence d'information sur les suites données à certains comportements peut parfois alimenter un sentiment d'impunité ou des rumeurs au sein de la communauté scolaire. Elle s'interroge sur la possibilité de mieux faire connaître l'existence de réponses disciplinaires, sans pour autant divulguer d'informations individuelles. Le Proviseur rappelle que les sanctions disciplinaires relèvent de données personnelles sensibles, particulièrement concernant des mineurs, et qu'il n'est pas possible de communiquer publiquement sur des situations individuelles identifiables. Il précise toutefois que l'établissement a déjà engagé un travail de sensibilisation auprès des élèves sur le fonctionnement des rumeurs et sur la nécessité de ne pas tirer de conclusions hâtives.



en l'absence d'informations vérifiées. Afin de répondre au besoin de transparence exprimé par certains membres de la communauté scolaire, il indique qu'une piste de travail consiste à partager davantage d'indicateurs collectifs dans les instances de l'établissement. Ces informations pourraient porter sur la nature des incidents rencontrés et sur les types de réponses éducatives ou disciplinaires apportées, sans jamais permettre l'identification des personnes concernées.

Le Président souligne l'importance de maintenir une vigilance particulière sur ces questions. Il rappelle que l'enseignement de l'histoire, notamment des périodes les plus sombres du XXe siècle, a pour vocation essentielle de transmettre la mémoire collective et de prévenir la répétition des erreurs du passé. Il insiste sur le fait que les comportements faisant référence à des idéologies contraires aux valeurs démocratiques, à la dignité humaine ou au respect de l'autre doivent être clairement condamnés et faire l'objet d'une réponse éducative adaptée. Selon lui, les actions de prévention, l'enseignement de l'histoire, l'éducation morale et civique ainsi que les dispositifs disciplinaires participent d'un même objectif : former des citoyens éclairés, conscients des conséquences des discriminations, du racisme et de toutes les formes d'exclusion. Le Conseil prend acte des informations communiquées et des actions engagées par l'établissement dans ce domaine.

En complément des échanges précédents, le Proviseur apporte plusieurs éléments de contexte concernant le traitement des situations disciplinaires au sein de l'établissement, en cohérence avec la réglementation suédoise et la régulation des processus disciplinaires découlant de l'homologation. Il indique que le nombre de sanctions prononcées au cours du premier semestre a été particulièrement élevé, à un niveau jamais observé depuis sa prise de fonction. Cette évolution témoigne, selon lui, d'une volonté de l'établissement de traiter avec fermeté les comportements contraires aux règles de vie collective, y compris dans des situations complexes sur le plan juridique. À titre d'exemple, il évoque une situation récente dans laquelle une famille a sollicité l'annulation d'une sanction disciplinaire prononcée par l'établissement. Les faits concernés avaient donné lieu à un signalement auprès des services sociaux ainsi qu'à une saisine des services de police. À l'issue de leurs investigations, les autorités compétentes n'ont pas engagé de poursuites. Le Proviseur indique que, dans la mesure où les procédures judiciaires et éducatives poursuivent des objectifs distincts, l'absence de conséquences judiciaires n'a pas pour conséquence automatique la remise en cause d'une mesure éducative ou disciplinaire décidée par l'établissement. Il indique avoir maintenu la sanction prononcée, estimant que les faits demeuraient contraires aux règles et aux valeurs portées par l'école. Plusieurs membres du Conseil soulignent l'importance de faire comprendre aux élèves que toute transgression entraîne des conséquences, indépendamment des éventuelles suites données par les autorités extérieures. Les échanges mettent également en évidence les difficultés rencontrées lorsque certaines familles peinent à reconnaître la portée éducative des mesures prises par l'établissement. Le Proviseur partage ce constat et indique que l'un des enjeux consiste désormais à rendre davantage lisibles les réponses apportées aux comportements problématiques, tout en respectant les contraintes légales et la confidentialité des situations individuelles. Il rappelle également que certaines familles peuvent parfois considérer des mesures éducatives ordinaires comme des formes de discrimination, ce qui complexifie l'action de l'établissement.

Le Président donne ensuite la parole à la Proviseure de la Förskola.



b) Rapport de la Provisoire de la Förskola

La Provisoire de la Förskola rapporte qu'il y a plusieurs éléments positifs relatifs au fonctionnement de l'établissement.

Il est notamment indiqué que l'enquête réalisée auprès des parents a donné lieu à des retours globalement très favorables. Les résultats obtenus sont jugés encourageants et témoignent d'un niveau de satisfaction élevé au sein de la communauté scolaire.

Par ailleurs, un travail de mise à jour du profil francophone de l'établissement est en cours. Une évaluation a été menée auprès des équipes pédagogiques et éducatives. Cette réflexion est conduite avec l'appui de Madame Guionneau, qui poursuit une mission de conseil auprès de l'établissement. Les travaux portent notamment sur l'articulation entre les programmes français et suédois ainsi que sur l'évolution du projet linguistique et pédagogique. Une proposition actualisée sera présentée ultérieurement aux instances compétentes.

Il est ensuite proposé de passer au point suivant.

c) Rapport Périscolaire – Fritids

La parole est donnée à la proviseure Förskola et au Directeur de l'Élémentaire.

Ce dernier indique que la situation demeure compliquée en raison d'un taux d'absentéisme important au sein de l'équipe. Malgré les récents recrutements effectués par le Directeur du Fritids, il reste difficile de disposer d'un effectif complet et stable permettant d'assurer le fonctionnement optimal du service. Parmi les points positifs, le Directeur souligne la réussite de la Journée du Fritids, organisée le 12 mai par le Directeur de Fritids et son équipe. Cette manifestation a été très appréciée par les élèves, qui ont pu participer à de nombreuses activités et jeux dans la cour de l'école. L'organisation de l'événement a été saluée pour sa qualité.

Le Directeur de l'Élémentaire indique également qu'un point d'information complémentaire ainsi qu'un point de décision concernant le personnel pédagogique seront abordés ultérieurement au cours de la réunion.

Le Président propose ensuite de passer à l'ordre du jour suivant et passe la parole à la DRH.

d) Rapport RH

La DRH présente un point d'information sur les ressources humaines.

Plusieurs recrutements sont en cours. Les offres d'emploi ont été publiées sur les plateformes de recrutement suédoises et sur Talents, la plateforme développée par l'AEFE pour le réseau. Les démarches se poursuivent afin de pourvoir les postes vacants pour la rentrée prochaine. Les discussions avec les organisations syndicales se poursuivent également concernant la mise en œuvre du nouveau modèle de répartition des services des enseignants.

La DRH rappelle qu'à compter du 1^{er} mai, la rémunération des heures supplémentaires a été revalorisée conformément aux dispositions de la convention collective en vigueur. Cette évolution a un impact particulier sur les personnels à temps partiel effectuant des heures complémentaires.



Concernant l'organisation des services, plusieurs ajustements sont prévus dans le cadre de la maîtrise budgétaire. Le service logistique fera l'objet d'une réduction d'effectifs de 0,75 ETP à la rentrée. Par ailleurs, à la suite du départ d'une collaboratrice, une réflexion est engagée afin de réorganiser les missions dans les services administratifs et de réduire les effectifs d'environ 0,75 ETP.

Un nouvel accord local sur le temps de travail des enseignants a été conclu. Des travaux similaires sont en cours pour les AESH et AED ainsi que pour d'autres catégories de personnel (Pôle Santé et personnel travaillant au CDI), afin d'intégrer les évolutions prévues par la convention collective.

S'agissant de la formation continue, un plan de formation pour l'année scolaire prochaine est en préparation. Une discussion s'engage sur les dispositifs de qualification proposés au sein du réseau AEFE. Il est rappelé que ces formations visent à renforcer les compétences des personnels et à favoriser leur professionnalisation dans l'enseignement français à l'étranger.

Le Proviseur précise que l'Institut Régional de Formation (IRF) a récemment assoupli les conditions d'accès à certaines formations qualifiantes. Désormais, des personnels recrutés en contrat à durée déterminée pourront également intégrer ces parcours, sous réserve d'un engagement de l'établissement sur la durée de la formation. Cette évolution devrait permettre de renforcer la qualification et la fidélisation des personnels recrutés localement.

Enfin, la DRH indique que les recrutements pour la rentrée avancent à un rythme comparable à celui des années précédentes. Plusieurs départs sont liés à des retours en France ou à des évolutions de carrière. Les procédures de recrutement se poursuivent afin de garantir la qualité de l'enseignement et de privilégier, lorsque cela est possible, le recrutement de personnels qualifiés.

e) Rapport Financier

Le Président donne la parole au Directeur Administratif et Financier (DAF).

Il présente la situation financière arrêtée à fin mars et indique que les résultats sont globalement conformes aux prévisions présentées lors du précédent rapport. Le différentiel des effectifs par rapport au budget initial (12 élèves de moins) induit une diminution des recettes. Cette baisse est toutefois partiellement compensée par une augmentation des recettes annexes, notamment du fait du niveau d'augmentation du skolepeng, et par des économies réalisées sur certains postes de dépenses, notamment les fournitures et matériels pédagogiques.

Les dépenses liées aux projets et voyages pédagogiques restent conformes aux prévisions budgétaires. Un léger dépassement est constaté sur le budget de restauration, en raison d'une sous-estimation initiale lors de l'élaboration du budget.

Concernant les dépenses de masse salariale, le DAF précise que les écarts observés à ce stade de l'année sont principalement liés aux provisions pour congés payés et devraient se réduire lors des ajustements comptables réalisés en fin d'exercice.

Les investissements sont inférieurs aux prévisions, notamment dans le domaine informatique. L'établissement privilégie lorsque cela est pertinent l'acquisition de matériel reconditionné ou d'occasion, permettant de générer des économies sans dégradation du niveau de service.



Sur le plan de la trésorerie, les indicateurs demeurent satisfaisants. Le ratio de liquidité est en progression et la trésorerie disponible permet d'assurer le fonctionnement de l'établissement dans de bonnes conditions jusqu'à la fin de l'exercice.

Les échanges soulignent que la principale variable ayant un impact sur l'équilibre financier demeure l'évolution des effectifs. Le Conseil note toutefois avec satisfaction que, malgré une baisse de 12 élèves par rapport aux prévisions budgétaires, les projections de clôture de l'exercice ne font pas apparaître de déficit. Le Président et plusieurs administrateurs saluent la qualité du suivi financier, la lisibilité des documents présentés et la bonne maîtrise de la situation budgétaire. Ils soulignent que la gestion prudente de l'établissement permet d'absorber les variations d'effectifs sans remettre en cause l'équilibre financier global.

Le Président remercie les membres et propose de passer aux points d'information.

6. Points d'information

a) **Conventionnement : analyse financière et stratégique du conventionnement**

Le Provisur présente l'analyse qu'il a produite à la demande du Conseil d'administration concernant les conséquences financières et stratégiques d'un déconventionnement.

Il rappelle en préambule que cet exercice repose nécessairement sur un certain nombre d'hypothèses et que les résultats présentés doivent être interprétés avec prudence. L'objectif est d'évaluer la viabilité du modèle économique de l'établissement dans l'hypothèse d'une sortie du conventionnement tout en maintenant l'homologation et l'appartenance au réseau AEFE en tant qu'établissement partenaire. Plusieurs hypothèses structurantes ont été retenues :

- Le remplacement de l'ensemble du personnel détaché par du personnel recruté localement, sans variation globale de masse salariale ;
- Le recrutement de ces personnels sur la base des rémunérations moyennes actuellement observées pour les emplois équivalents pour le personnel local ;
- Le maintien de la politique actuelle de formation ;
- L'absence de renforcement de l'équipe administrative malgré les nouvelles responsabilités qui incomberaient à l'établissement et l'augmentation de la charge de gestion.

Le Provisur souligne que certaines de ces hypothèses ont plutôt tendance à sous-estimer les coûts réels d'un fonctionnement en établissement partenaire, notamment en matière de recrutement et de gestion des ressources humaines.

L'analyse présentée met en évidence plusieurs effets financiers.

La sortie du conventionnement permettrait de réduire certaines contributions versées à l'AEFE, générant une économie estimée à environ 200 000 SEK par an. En revanche, la prise en charge directe de certaines dépenses actuellement mutualisées, notamment dans le domaine de la formation, entraînerait des coûts supplémentaires. Le Provisur rappelle que l'établissement



bénéficie aujourd'hui d'un soutien important du réseau pour le financement de la formation continue des personnels.

La principale variable concerne toutefois la masse salariale. Le remplacement des personnels détachés par des personnels recrutés localement entraînerait des économies sur certaines indemnités spécifiques liées au détachement, mais pourrait également générer des coûts supplémentaires liés au recrutement, à la fidélisation et à la qualification des personnels nécessaires au maintien de la qualité pédagogique. L'étude met en évidence que les économies liées à la suppression de certaines indemnités spécifiques des personnels détachés demeureraient limitées. En revanche, le remplacement des personnels détachés par des personnels recrutés localement représenterait l'élément financier le plus significatif.

Sur la base des hypothèses retenues, le coût supplémentaire généré par le remplacement du personnel d'enseignement et d'éducation détaché par du personnel recruté localement est estimé à environ 1,7 million SEK par an. Le Proviseur précise que cette estimation n'intègre ni les éventuelles difficultés de recrutement, ni les mesures qui pourraient être nécessaires pour maintenir l'attractivité des postes ou recruter des personnels disposant de qualifications équivalentes. En intégrant également les postes d'encadrement actuellement mis à disposition sans refacturation complète à l'établissement, l'avantage économique lié au conventionnement est estimé à environ 4,5 millions SEK par an concernant la masse salariale, en ne considérant que la rémunération directe du personnel.

Les simulations financières présentées montrent finalement que, avec les hypothèses retenues, un passage au statut de partenaire conduirait, dans le cadre budgétaire actuel à un déficit prévisionnel d'environ 2,8 millions SEK, alors que le budget actuel prévoit un résultat positif. Le Proviseur souligne que ces projections reposent sur des hypothèses prudentes ayant plutôt tendance à minimiser les coûts d'un modèle non conventionné.

Au-delà des aspects financiers, plusieurs enjeux stratégiques sont évoqués.

Le Proviseur rappelle que le conventionnement contribue à maintenir un lien direct et fort avec le système éducatif français, favorise l'actualisation des pratiques pédagogiques et facilite l'adaptation de l'établissement aux évolutions du système éducatif et des examens français.

Il souligne également que le conventionnement confère à la Fondation une reconnaissance explicite de sa participation à une mission de service public français à l'étranger. Cet élément peut constituer un atout dans les relations avec les autorités suédoises et dans les discussions relatives aux conditions de financement ou de subventionnement des établissements scolaires.

Les échanges soulignent également les enjeux non financiers du conventionnement : attractivité de l'établissement, accès à l'expertise de l'AEFE, accompagnement pédagogique, formation des personnels, gestion des ressources humaines et sécurisation des procédures administratives.

Le Proviseur conclut qu'un modèle d'établissement partenaire pourrait théoriquement être envisagé, mais qu'il nécessiterait de dégager des économies ou des recettes supplémentaires de l'ordre de 4,5 millions SEK par an, en complément des mesures d'optimisation déjà engagées. Il réaffirme que si un modèle d'établissement partenaire apparaît théoriquement viable sur le plan



financier, son équilibre repose sur des hypothèses favorables et comporte plusieurs incertitudes. Il invite donc le Conseil à prendre en compte non seulement les aspects budgétaires mais également les conséquences stratégiques et pédagogiques d'une éventuelle évolution du statut de l'établissement. Il indique considérer que le conventionnement demeure aujourd'hui un facteur majeur de stabilité financière et stratégique pour l'établissement.

En conclusion, le Proviseur présente plusieurs pistes de réflexion à moyen et long terme.

Il souligne notamment l'importance d'anticiper les départs à la retraite de certains personnels détachés et indique que, si le coût, pour la Fondation, d'un personnel détaché est globalement inférieur à celui d'un personnel recruté localement, ce n'est pas forcément le cas pour toutes les situations individuelles.

Il évoque également certains postes dits « historiques », qui font encore l'objet d'une refacturation à 100 % de leur rémunération à l'établissement, contrairement au régime désormais appliqué à la majorité des personnels détachés. Ces situations résultent d'anciens dispositifs qui ont été maintenus lors des évolutions successives du conventionnement. Il indique qu'une réflexion pourrait être engagée avec l'AEFE afin d'examiner les possibilités d'harmonisation de ces situations.

Les membres du Conseil remercient le Proviseur pour la qualité de cette analyse, qui permet d'éclairer les enjeux financiers, pédagogiques et stratégiques liés au conventionnement de l'établissement. Les administrateurs saluent un travail particulièrement approfondi, permettant de mieux appréhender les enjeux financiers, stratégiques et institutionnels liés au conventionnement. Ils estiment que cette étude constitue un outil précieux pour éclairer les réflexions futures de la Fondation et de l'établissement.

b) Point d'étape concernant les infrastructures

Le Directeur Administratif et Financier fait un point sur les discussions en cours avec SISAB concernant le projet de rénovation du site principal.

Il rappelle que plusieurs points de désaccord subsistent dans les négociations, notamment sur la répartition des responsabilités juridiques et opérationnelles entre les parties. Ces divergences ont rendu les échanges particulièrement complexes au cours des derniers mois.

Toutefois, une évolution positive majeure est intervenue récemment. SISAB a reconnu la complexité du projet et a annoncé le report du calendrier de rénovation. Les travaux, initialement envisagés à partir de 2029, ne débuteraient désormais pas avant l'été 2030.

Les membres du Conseil accueillent favorablement cette annonce, qui apporte davantage de visibilité à l'établissement et laisse un délai supplémentaire pour préparer les différentes options envisageables.

Les représentants de SISAB ont également exprimé leur volonté d'aborder de manière plus globale les questions liées à l'adéquation des locaux, aux besoins futurs de l'établissement, aux éventuels travaux complémentaires, aux conditions locatives et au cadre contractuel. Le Conseil note avec satisfaction cette évolution dans la nature du dialogue engagé.



Les échanges soulignent que cette avancée résulte à la fois de la persévérance de l'équipe de direction, du travail conduit avec les conseils juridiques, ainsi que des différentes démarches de sensibilisation menées auprès des parties prenantes concernées.

Concernant les solutions alternatives étudiées ces derniers mois, le Conseil rappelle que plusieurs scénarios avaient été analysés, notamment la possibilité d'une relocalisation temporaire. Les contraintes réglementaires, urbanistiques et financières associées à ces options demeurent importantes. Les discussions menées avec les experts immobiliers mandatés par l'établissement confirment par ailleurs que les niveaux de loyers observés sur le marché de Stockholm sont significativement supérieurs à ceux dont bénéficie actuellement l'établissement.

Le Conseil prend acte de l'analyse selon laquelle certaines solutions alternatives étudiées pourraient éventuellement constituer des options transitoires pendant une période de travaux, mais apparaissent difficilement soutenables comme solution permanente.

Le Directeur Administratif et Financier informe également le Conseil du travail engagé avec le cabinet spécialisé Setup, chargé d'accompagner l'établissement dans ses réflexions immobilières, ses négociations avec SISAB et sa stratégie d'influence auprès des différents acteurs institutionnels et économiques concernés.

Enfin, le Conseil est informé que l'Ambassade de France souhaite adresser prochainement un courrier de soutien à la Fondation aux autorités de la Ville de Stockholm afin de souligner l'importance du projet pour l'établissement et d'encourager la recherche de solutions pérennes. Des contacts ont également été établis avec plusieurs acteurs économiques et institutionnels, notamment par l'intermédiaire de la Chambre de commerce française en Suède.

Le Conseil se félicite de ces avancées et restera attentif aux résultats des prochaines réunions avec SISAB prévues avant l'été.

Au cours des échanges, plusieurs administrateurs s'interrogent sur les conséquences du report des travaux de rénovation du site principal jusqu'en 2030. Le DAF rappelle que SISAB considère toujours que le bâtiment nécessite une rénovation importante. Le report du calendrier constitue une avancée positive pour l'établissement, mais implique également d'accorder une vigilance particulière quant à l'état des infrastructures dans les années à venir.

Le Conseil prend note que le risque principal évoqué par SISAB concerne la capacité du bâtiment à répondre durablement aux exigences réglementaires et techniques applicables aux établissements scolaires. Le DAF souligne toutefois que ce sujet fait l'objet d'échanges réguliers avec SISAB et les autorités concernées.

Par ailleurs, le Conseil se félicite d'une évolution récente concernant le statut des cours d'école. Les autorités suédoises ont confirmé le caractère non public des espaces scolaires concernés sur le temps scolaire et SISAB a procédé à un affichage explicite en ce sens sur le site principal. Cette clarification est perçue comme un signal positif dans les relations avec le bailleur et les autorités locales.



Le DAF informe également le Conseil de l'évolution du dossier relatif aux assurances et aux responsabilités associées aux infrastructures à l'Annexe. À ce stade, l'assureur n'a pas accepté de prendre en charge certaines responsabilités identifiées dans le cadre des discussions précédentes. Une analyse juridique des risques a été réalisée afin d'éclairer la position de l'établissement et un recours a été formulé sans réponse de l'assureur à la date du Conseil. Les démarches se poursuivent également afin d'obtenir les documents et certificats administratifs encore manquants concernant les travaux réalisés antérieurement.

Le Conseil prend acte de ces informations et encourage la poursuite des démarches engagées.

c) **Suivi Projet "Un an à Stockholm"**

Le Proviseur présente l'état d'avancement du projet « Un an à Stockholm », destiné à accueillir pour une année scolaire des élèves francophones issus d'autres établissements du réseau AEFE ou de France.

Il rappelle que le coût global du programme est estimé à environ 26 000 euros par élève pour sa famille. Cette estimation comprend les frais de scolarité, l'encadrement du dispositif, l'hébergement en famille d'accueil, les transports locaux ainsi que différents frais liés à la mobilité des élèves. Il souligne que ce coût doit être analysé dans sa globalité, avec, en face, les économies réalisées, certaines dépenses étant déjà supportées par les familles dans leur établissement d'origine. Il insiste également sur le fait que ce montant ne correspond pas au montant versé au LFSL par la famille de l'élève.

Le Conseil est informé qu'il est prévu que ce dispositif soit encadré sur les plans réglementaire et contractuel par deux documents distincts :

- Un règlement financier liant les familles envoyant leur enfant à Stockholm au LFSL pour les frais de scolarité et d'encadrement ;
- Une convention d'accueil et d'hébergement spécifique entre les familles envoyant leur enfant à Stockholm et les familles d'accueil, l'établissement jouant un rôle de coordination et de médiation sans être partie prenante à la relation contractuelle d'hébergement. Cette convention est accompagnée de chartes d'engagement pour l'élève, sa famille et la famille d'accueil.

Le Proviseur indique qu'une difficulté demeure concernant la validation juridique des documents contractuels. Malgré les sollicitations de plusieurs partenaires identifiés et de leurs réseaux, aucune expertise juridique complète n'a encore pu être obtenue dans les délais souhaités, en raison de la nature hybride du dispositif, à la croisée du droit scolaire, du droit commercial et du droit de la famille. Il précise néanmoins que les documents ont été élaborés à partir des modèles utilisés depuis de nombreuses années par un autre établissement du réseau disposant d'une expérience reconnue dans ce domaine.



Concernant le lancement du programme, les premiers retours sont jugés très encourageants. Douze familles ont déjà pris contact avec l'établissement et quatre dossiers complets de candidature ont été déposés. Les projections actuelles permettent d'envisager l'accueil de quatre à huit élèves dès la première année de mise en œuvre. Le principal enjeu identifié à ce stade concerne le recrutement des familles d'accueil. Plusieurs actions de communication ont été engagées auprès de la communauté scolaire, des associations francophones et des réseaux d'enseignement du français en Suède afin d'élargir le vivier de familles susceptibles d'accueillir des élèves.

Le Conseil prend acte de l'avancement du projet et souligne son potentiel en matière d'attractivité, de rayonnement de l'établissement et de diversification des ressources. Les échanges portent sur les perspectives de développement du dispositif et son impact potentiel sur les effectifs du lycée. Le Proviseur indique que le projet pourrait contribuer significativement aux objectifs de stabilisation et de développement des effectifs. Les premières candidatures reçues concernent principalement des élèves de seconde et de terminale issus d'établissements en France, en Espagne et en Amérique du Nord. Les candidatures proviennent notamment d'établissements internationaux reconnus et témoignent de l'attractivité du modèle proposé.

Le Conseil souligne toutefois la nécessité de veiller à l'équilibre des structures pédagogiques, notamment au niveau des classes de première, afin que l'accueil de nouveaux élèves ne conduise pas à des réorganisations susceptibles de générer des coûts supplémentaires. Les membres du Conseil soulignent la qualité du travail de promotion réalisé et la pertinence du positionnement du projet, qui répond à une demande réelle de mobilité internationale au sein du réseau.

Le principal défi demeure désormais l'identification d'un nombre suffisant de familles d'accueil. Plusieurs pistes sont actuellement explorées, notamment auprès des familles francophones, des familles binationales, des réseaux d'enseignement du français en Suède ainsi que des communautés françaises et suédoises susceptibles d'être intéressées par une expérience d'accueil interculturelle.

Au-delà de son intérêt financier, le Conseil considère que ce dispositif présente un réel potentiel pédagogique et stratégique. Il permettrait de renforcer l'attractivité du lycée, d'enrichir l'expérience internationale des élèves déjà scolarisés dans l'établissement et de diversifier les parcours proposés au sein du lycée.

Les administrateurs saluent le travail accompli par les équipes dans la conception et le lancement de ce projet innovant, dont les premiers retours apparaissent très encourageants.

d) Cadre réglementaire des droits de scolarité

Le Président donne la parole au Proviseur pour un point d'information relatif au cadre réglementaire concernant les droits de scolarité.

Le Proviseur rappelle que la question de la justification du montant des frais de scolarité fait l'objet de discussions depuis plusieurs Conseils d'administration. Un travail a été engagé afin de disposer



d'un outil précis et objectivable permettant de justifier ces frais conformément à la réglementation en vigueur.

Il rappelle que, dans le cadre suédois, la perception de droits de scolarité par les écoles internationales constitue une exception légale. Ces droits doivent correspondre à des coûts supplémentaires raisonnables, directement induits par la mise en œuvre d'un programme étranger, et tenir compte des financements publics reçus. Ainsi, les frais de scolarité doivent correspondre au surcoût international brut, diminué de l'ensemble des subventions et financements publics dont bénéficie l'établissement. À titre d'exemple, certaines subventions précédemment évoquées ne peuvent être intégrées au calcul des droits de scolarité puisqu'elles viennent précisément réduire ce surcoût.

Le Proviseur souligne que l'enjeu principal consiste à identifier avec précision ce qui relève réellement du caractère international de l'établissement. En effet, ne peuvent être intégrés dans le calcul des frais de scolarité les coûts correspondant à des prestations ou services déjà présents dans une école suédoise, même lorsque, du fait du caractère international de l'école, des choix pédagogiques ou organisationnels propres sont effectués par l'établissement et induisent un surcoût. Seuls les surcoûts directement liés à l'application du curriculum français ou à des spécificités internationales peuvent être retenus.

Cette démarche de justification des frais de scolarité répond à un double objectif de légitimité et de transparence. Elle doit permettre à l'établissement de justifier ses pratiques auprès des autorités de contrôle, notamment *Skolinspektionen*, mais également d'expliquer clairement aux familles le fondement et le niveau des frais de scolarité demandés.

Le Proviseur présente ensuite la méthodologie retenue, structurée en trois étapes :

- une première étape de catégorisation des différentes dépenses à intégrer dans l'analyse ;
- une deuxième étape visant à quantifier ces dépenses ;
- une troisième étape consistant à élaborer un outil paramétrique permettant d'actualiser facilement les calculs en fonction de l'évolution des paramètres financiers et pédagogiques.

La première étape, aujourd'hui achevée, porte sur l'identification et la classification des différentes catégories de coûts et fait l'objet de cette présentation

Concernant les soutiens financiers externes français, les éléments liés au conventionnement présentés précédemment ont été intégrés à l'analyse. D'autres formes de soutien, notamment pédagogiques ou techniques, ont également été examinées. À ce stade, aucun dispositif n'a été identifié comme constituant un avantage net venant réduire les coûts de l'établissement ; dans plusieurs cas, les outils proposés s'ajoutent aux dispositifs déjà utilisés plutôt qu'ils ne les remplacent.

Le Proviseur précise par ailleurs que certaines contributions spécifiques pourraient être intégrées à l'analyse dans d'autres contextes. À titre d'exemple, les redevances versées par les établissements proposant le programme International Baccalaureate (IB) constituent explicitement des dépenses pouvant être prises en compte au titre des coûts spécifiques liés à un programme international.



S'agissant des dépenses propres à l'établissement, plusieurs catégories ont été identifiées. Elles concernent notamment le modèle pédagogique et le curriculum français, qui impliquent un volume horaire d'enseignement supérieur à celui observé dans le système suédois. Ce différentiel génère un coût supplémentaire dont l'évaluation nécessitera un travail de quantification approfondi. Le Proviseur indique que la principale difficulté ne réside pas dans l'évaluation du coût réel du dispositif français, mais dans la détermination de ce qu'aurait coûté une scolarisation équivalente dans le système suédois pour des élèves présentant les mêmes caractéristiques et soumis à des contraintes similaires. C'est cet écart qui constitue le surcoût international à retenir.

Il est en outre précisé que les spécificités pédagogiques telles que les sections internationales ou le Baccalauréat Français International (BFI) constituent également des coûts additionnels pouvant être intégrés à l'analyse, dans la mesure où elles correspondent à des exigences supplémentaires directement liées au caractère international de l'établissement.

Poursuivant sa présentation, le Proviseur détaille les différentes catégories de dépenses susceptibles d'être intégrées au calcul du surcoût international. Il évoque tout d'abord la politique linguistique de l'établissement. Il rappelle que l'enseignement du suédois constitue une obligation pour les écoles internationales et que les coûts associés peuvent, à ce titre, être intégrés aux dépenses spécifiques. Il souligne l'importance de cet enseignement au sein de l'établissement, notamment à travers les sections internationales qui proposent plusieurs heures hebdomadaires d'enseignement du suédois sur l'ensemble de la scolarité. Ces dépenses constituent, selon lui, un surcoût directement lié au caractère international de l'école.

La question des groupes de niveau en anglais est également abordée. Le Proviseur estime que cette organisation pédagogique peut être justifiée par l'hétérogénéité linguistique propre à un établissement international, davantage marquée que dans une école suédoise ou française classique. Cette spécificité pourrait ainsi être considérée comme un coût lié au caractère international de l'établissement.

Dans le même domaine, il mentionne les dispositifs de soutien en langue française ainsi que l'organisation de certaines classes à effectifs réduits. À titre d'exemple, l'existence d'une quatrième classe de CP, au-delà des besoins qui existeraient dans une structure comparable non internationale, pourrait être analysée comme un coût induit par les spécificités du public accueilli.

Le Proviseur présente ensuite les dépenses liées à l'appartenance au réseau de l'enseignement français à l'étranger. Parmi celles-ci figurent notamment les coûts de gestion des examens, certaines fonctions de coordination pédagogique et linguistique, ainsi que différentes contributions versées à des organismes du réseau ou liées à l'utilisation d'outils spécifiques.

Les dépenses matérielles constituent également une catégorie importante. Elles concernent notamment les ressources pédagogiques, l'acquisition de manuels scolaires français, les abonnements à des plateformes éducatives, les ressources documentaires du CDI ainsi que les coûts supplémentaires liés à l'acheminement ou à l'accès à ces ressources depuis la Suède.

Le Proviseur mentionne également les frais liés à la traduction et à l'interprétation, rendus nécessaires par le fonctionnement quotidien de l'établissement dans un environnement bilingue. Bien que ces dépenses soient souvent modestes prises individuellement, leur cumul représente un coût réel qui doit être pris en considération.



Enfin, plusieurs autres postes sont mentionnés comme relevant potentiellement du surcoût international, notamment le service de vie scolaire, la présence de deux kurators afin de répondre aux besoins des élèves et des familles dans deux langues différentes, ainsi que le fonctionnement du Centre de Documentation et d'Information (CDI). Le Proviseur rappelle que, si les bibliothèques scolaires sont théoriquement obligatoires en Suède, leur niveau d'équipement et de services est souvent différent de celui exigé dans le cadre du système éducatif français, ce qui peut générer des coûts supplémentaires pour l'établissement.

À l'issue de cette présentation, le Proviseur indique que le panorama des dépenses identifiées lui paraît désormais relativement complet. Il invite les membres du Conseil à signaler d'éventuels éléments complémentaires ou à faire part de leurs observations sur la pertinence des catégories retenues. Sous réserve de validation de cette première phase d'analyse, le travail pourra désormais se poursuivre vers l'étape de quantification des différents postes de dépenses afin d'évaluer le montant global du surcoût international et son incidence par élève.

La question des voyages scolaires est alors abordée. Plusieurs membres s'interrogent sur la possibilité d'intégrer certains voyages dans les dépenses spécifiques, notamment lorsqu'ils présentent un lien direct avec les objectifs pédagogiques du curriculum. Le Proviseur indique que les textes semblent permettre la prise en compte des voyages scolaires lorsqu'ils constituent une obligation découlant du programme d'enseignement. Il souligne toutefois la difficulté d'établir le caractère obligatoire de certains projets, tels que le voyage des élèves de CM2 en France. Il estime néanmoins qu'un argumentaire pédagogique pourrait être développé afin de démontrer l'intérêt de permettre à des élèves suivant un curriculum français à l'étranger de découvrir concrètement le contexte culturel et éducatif français.

Les membres du Conseil échangent également sur les voyages linguistiques organisés dans le cadre des sections internationales, du BFI ou des enseignements de langues vivantes. Il est relevé que certains de ces déplacements sont directement liés aux enseignements suivis par les élèves et pourraient ainsi être davantage justifiables au regard des critères retenus.

En réponse aux observations formulées concernant les voyages scolaires, le Proviseur rappelle que ces derniers existent également dans le système éducatif suédois, selon des modalités parfois différentes. Il précise que certains déplacements peuvent être financés dans le cadre de programmes spécifiques, notamment européens. S'agissant de leur éventuelle prise en compte dans l'analyse des surcoûts, il estime que leur caractère pédagogique et leur lien avec les objectifs du curriculum devront être examinés avec attention.

Le Proviseur rappelle que cette réflexion s'inscrit avant tout dans une démarche d'anticipation. À ce jour, aucune demande particulière n'a été formulée par les autorités de contrôle, mais il est prudent de s'y préparer, notamment dans le contexte d'augmentation des frais de scolarité. L'objectif est de disposer, le moment venu, d'une méthodologie robuste et argumentée permettant de justifier les frais de scolarité appliqués par l'établissement. Il souligne que certains éléments pourront éventuellement être discutés ou remis en question par les autorités de contrôle, mais qu'il importe avant tout que leur intégration repose sur une logique claire et argumentée.



Le Provisur souligne que les échanges du Conseil ont permis d'enrichir utilement la réflexion et d'élargir le champ des dépenses à examiner. Il indique que la prochaine étape consistera désormais à quantifier l'ensemble des postes identifiés afin d'évaluer le montant global du surcoût international et de disposer d'un outil d'aide à la décision robuste.

e) **Délégations et sous-délégations du Conseil d'Administration**

Le Président donne ensuite de nouveau la parole au Provisur pour un point d'information relatif au chantier de révision des délégations et sous-délégations au sein de la Fondation.

Le Provisur précise qu'il s'agit d'un travail en cours, engagé depuis plusieurs mois, et dont l'objectif est aujourd'hui de présenter un point d'étape afin de recueillir les observations du Conseil avant la finalisation des propositions. Ce travail est conduit conjointement avec la Provisure Förskola, le Directeur administratif et financier et les services concernés. Il rappelle que cette révision répond à plusieurs objectifs.

Le premier consiste à actualiser les délégations existantes afin de les mettre en cohérence avec la convention signée avec l'AEFE en 2021, laquelle comporte plusieurs dispositions relatives aux délégations. Certaines incohérences ou imprécisions ont en effet été identifiées entre les textes actuellement en vigueur et les délégations accordées par le Conseil d'administration. Il cite notamment les questions relatives aux ressources humaines, domaine dans lequel le fonctionnement d'un établissement conventionné présente certaines particularités. Il rappelle que le Provisur est, en application de la convention, le supérieur hiérarchique de l'ensemble des personnels, tout en ne disposant pas directement de certaines prérogatives telles que la signature des contrats de travail ou les sanctions disciplinaires les plus importantes. Une clarification de l'articulation des responsabilités apparaît donc nécessaire. D'autres domaines à préciser ont également été identifiés, notamment la responsabilité liée au traitement des données à caractère personnel, certains aspects relevant du domaine médical ainsi que différentes questions de gouvernance qui ne sont actuellement pas ou peu traitées dans les délégations existantes.

Le second objectif consiste à tenir compte de l'évolution de l'organisation de la Fondation depuis 2024, marquée par un renforcement des responsabilités confiées aux cadres de direction. Cette évolution nécessite de formaliser un système cohérent de sous-délégations permettant aux responsables concernés d'exercer pleinement les missions qui leur sont confiées.

Enfin, le Provisur souligne la nécessité de préciser les responsabilités liées au fonctionnement du périscolaire- Fritids. Depuis son intégration dans l'organisation de l'établissement, les pratiques ont évolué et la répartition des responsabilités entre les différents responsables s'est progressivement affinée. Il apparaît désormais nécessaire de traduire cette organisation dans les textes de délégation.

La finalité de cette démarche est également d'améliorer la fluidité des processus décisionnels. Le Provisur relève que certaines décisions courantes nécessitent aujourd'hui des validations qui



pourraient être déléguées sans risque particulier, ce qui permettrait d'alléger les procédures administratives et de gagner en efficacité opérationnelle.

Le travail engagé s'appuie notamment sur une analyse comparative de dispositifs existant dans d'autres organisations, en particulier au sein d'administrations communales suédoises, afin de s'inspirer de modèles éprouvés.

Le Proviseur indique qu'une proposition complète pourrait être présentée au Conseil d'administration au mois de juin. L'objectif serait alors de permettre aux administrateurs d'en prendre connaissance avant une éventuelle adoption, de manière que les nouvelles délégations et sous-délégations puissent être mises en œuvre dès le début de l'année scolaire suivante.

Il souhaite que plusieurs orientations soient tranchées avant de poursuivre le travail.

Le Proviseur évoque d'abord la question de la suppléance en cas d'absence du titulaire d'une délégation. Il estime nécessaire de formaliser les modalités de remplacement afin d'assurer la continuité de fonctionnement de l'établissement. Une première possibilité consisterait à permettre au titulaire d'une délégation de désigner à l'avance un suppléant pour les absences prévisibles, sous réserve d'une information préalable du Conseil d'administration. Pour les absences imprévues, il est envisagé de permettre au titulaire de désigner un suppléant dès que la situation le permet, avec information du Conseil d'administration dans les meilleurs délais. Enfin, dans les situations exceptionnelles où le titulaire serait dans l'incapacité de procéder lui-même à cette désignation, il est envisagé que le Président du Conseil d'administration puisse nommer un suppléant à titre provisoire, sous réserve d'une validation ultérieure par le Conseil.

Le Proviseur indique ensuite que la seconde orientation retenue est que les délégations élaborées servent de base à la rédaction du futur dispositif de sous-délégations. Poursuivant sa présentation, le Proviseur indique que le travail engagé conduit à proposer de distinguer, pour chaque domaine de compétence, les actes pouvant faire l'objet d'une sous-délégation et ceux qui ne pourraient pas être sous-délegués. Cette distinction serait explicitement prévue dans les délégations approuvées par le Conseil d'administration. Dans ce cadre, le titulaire d'une délégation disposerait de la faculté d'apprécier l'opportunité de mettre en place une sous-délégation lorsque celle-ci est autorisée. Il lui appartiendrait alors d'en déterminer le périmètre ainsi que le bénéficiaire. Le Conseil d'administration serait informé de toute création, modification ou suppression de sous-délégation. Le Proviseur indique que la troisième orientation concerne le domaine des ressources humaines. Il indique que les travaux menés à ce stade conduisent à souhaiter distinguer la délégation au proviseur AEFE concernant les personnels relevant de la partie homologuée et de l'administration de celle à la proviseure Förskola concernant le personnel de cette structure de la Fondation. Cette distinction apparaît nécessaire afin de tenir compte des spécificités du fonctionnement d'un établissement conventionné. S'agissant des personnels de la partie homologuée et de l'administration, le Proviseur souligne la nécessité de clarifier l'articulation entre le rôle de superviseur et de direction et la gestion administrative des ressources humaines. Il évoque notamment la question de la signature des contrats de travail, qui pourrait être exercée par la Directrice des ressources humaines tout en prévoyant un accord formalisé du Proviseur aux décisions concernant les personnels placés sous son autorité.



Le Proviseur précise que plusieurs autres sujets restent encore à approfondir, notamment certaines responsabilités liées à la protection des données personnelles et d'autres domaines de gouvernance qui n'ont pas encore été intégrés dans les projets de délégation. Il indique qu'un document de travail plus abouti sera présenté lors d'une prochaine réunion afin de permettre au Conseil d'administration d'examiner les propositions dans leur ensemble.

À l'issue de cette présentation, un échange intervient entre les membres du Conseil et le Proviseur sur les modalités d'information du Conseil d'administration concernant les sous-délégations. Un administrateur estime qu'à partir du moment où le principe de la sous-délégation est expressément autorisé par le Conseil dans le cadre de la délégation initiale, une information systématique à chaque modification n'apparaît pas nécessaire. Il suggère qu'un suivi périodique ou un contrôle interne annuel pourrait suffire à garantir la bonne information du Conseil. Le Proviseur précise que la proposition vise avant tout à assurer la transparence vis-à-vis du Conseil d'administration et à maintenir un équilibre entre les pouvoirs délégués à l'exécutif et le rôle de contrôle exercé par le Conseil. Les échanges portent également sur les situations d'absence imprévue du titulaire d'une délégation. Plusieurs hypothèses sont évoquées afin de garantir la continuité du fonctionnement de l'établissement tout en préservant les prérogatives du Conseil d'administration. Au terme des discussions, un consensus se dégage en faveur d'un dispositif reposant sur des principes simples, conciliant efficacité opérationnelle et contrôle a posteriori du Conseil. Le Proviseur prend note des observations formulées et indique qu'elles seront intégrées dans la poursuite des travaux. Il remercie les administrateurs pour leurs contributions, qui permettront de simplifier et d'améliorer le dispositif en cours d'élaboration.

f) Information sur la situation au Périscolaire-Fritids

Le Président donne la parole au Directeur de l'Élémentaire pour un point d'information relatif à la situation au périscolaire-Fritids, notamment sur un niveau donné. Le Directeur de l'Élémentaire présente les éléments ayant conduit à mettre en place un suivi spécifique cette année et les éléments de ce suivi. L'évolution récente de la situation est également abordée avec un échange sur les effets éventuels de celle-ci. Un administrateur estime essentiel que la prise en compte des préoccupations des familles soit assurée. Le Directeur de l'Élémentaire partage ce besoin et indique que, sur cette situation, elles l'ont été.

Enfin, le Proviseur informe le Conseil qu'une réflexion plus large est engagée sur l'organisation du périscolaire-Fritids pour la rentrée prochaine. Le Conseil prend acte de ces informations et sera tenu informé de l'évolution de la situation dans le respect des procédures en cours.



7. Points de décision

a) Signature de l'avenant à la convention

Le Président rappelle que le Conseil d'administration doit autoriser formellement la signature de l'avenant à la convention avec l'AEFE afin de permettre sa transmission à l'Agence avant la fin du mois de juin. La résolution est soumise au vote.

Résultat du vote :

- Pour : 7 voix exprimées
- Contre : 0
- Abstention : 0

La résolution est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Deux administrateurs étaient absents lors du vote.

Le Président remercie les membres du Conseil pour leur confiance et souligne que cette démarche est, selon lui, dans l'intérêt de l'établissement et contribue à renforcer ses relations avec l'AEFE.

b) Validation Règlement financier et convention d'hébergement du projet "Un an à Stockholm"

Le Président présente au Conseil d'administration le règlement financier spécifique du dispositif « Un An à Stockholm », mis à la disposition des administrateurs en versions française et suédoise. Il est précisé que la version suédoise fait foi. Le règlement comprend une annexe relative aux frais de scolarité, dont la mise à jour pourra être effectuée annuellement sans modification du document principal.

Le Président présente également la convention applicable aux familles, intégrant les différentes chartes du dispositif. Il est précisé que la version anglaise fait foi, afin de tenir compte des signataires qui ne maîtrisent pas le suédois. Ces documents sont soumis au vote du Conseil d'administration.

Résultat du vote :

Pour : 7 voix exprimées
Contre : 0
Abstention : 0

Le règlement financier spécifique ainsi que la convention applicable aux familles sont adoptés à l'unanimité des suffrages exprimés.

Deux administrateurs étaient absents lors du vote.

8. Autres questions

a) Calendrier électoral 2026-2027 et réunions du CA 2026-2027

Le Conseil d'administration échange sur le calendrier des prochaines réunions ainsi que sur l'organisation des élections des administrateurs, certains étant appelés à renouveler leur mandat au cours de l'année scolaire à venir ou à cesser leurs fonctions.



Après discussion, un calendrier électoral prévisionnel est retenu :

- Date limite de dépôt des candidatures : 7 septembre ;
- Validation des candidatures et ouverture de la campagne électorale : 14 septembre ;
- Organisation du scrutin : semaine du 28 septembre ;
- Conseil d'administration d'installation : mercredi 7 octobre à 17 h 30, en format hybride.

Les administrateurs soulignent l'importance d'anticiper le renouvellement des mandats et d'encourager les candidatures au sein des différents collèges électoraux. Il est convenu qu'un appel à candidatures sera diffusé avant les congés d'été puis relayé à la rentrée.

Le Conseil examine également l'opportunité d'organiser une réunion supplémentaire avant la rentrée scolaire afin de faire un point sur l'avancement du processus électoral et sur les enjeux de la rentrée. Aucune décision n'est arrêtée à ce stade. La question sera réexaminée lors du prochain Conseil d'administration prévu le 22 juin en visioconférence. Les administrateurs conviennent d'y réévaluer la nécessité d'organiser une réunion complémentaire à la fin du mois d'août ou au début du mois de septembre, en fonction de l'avancement des candidatures et des besoins de l'établissement.

9. Clôture de la réunion

Le Président d'administration remercie l'ensemble des membres pour leur engagement et leur contribution aux travaux du Conseil, puis prononce la clôture de la séance.



PROTOKOLL

Styrelsemöte: 2026-03

Datum: 2026-05-25

Plats: LFSL-annexet

Registreringsnummer: 902004-1852

Närvarolista

Närvarande ordinarie ledamöter:

- Guillaume Lefebvre, Ordförande, ledamot vald av styrelsen
- Eva Höglund, Vice ordförande, ledamot vald av styrelsen
- Stéphanie Cozon, ledamot vald av personalen
- Anne Ruchaud, ledamot vald av personalen
- Olivier Cureau, ledamot vald av personalen
- Hervé Brice, ledamot vald av elevföräldrarna
- Marion Grönberg, ledamot vald av elevföräldrarna

Frånvarande och ursäktade:

- Jérôme Chappert, kassör, ledamot vald av elevföräldrarna
- Erik de Rouville, ledamot vald av styrelsen

Medlemmar med rådgivande röst:

- Denis Ravaille, Rektor och Skolchef AEFE
- Katarina Koto, Rektor för förskola och Skolchef för förskola och fritidshem
- Olivier Priou, Fransk konsul

Frånvarande och ursäktad:

- Sophie Maysonnave, Kultur- och Vetenskapsråd vid franska ambassaden

Inbjudna gäster med rådgivande funktion:

- Fabrice Palhies, Låg- och mellanstadiechef
- Txomin Diaz, Ekonomichef
- Mona-Marleen Antonson, HR-chef

Utarbetande av protokollet:

Sophie Pier Federici, Kommunikationsansvarig



1. Öppnande av mötet

Ordföranden, Guillaume Lefebvre, föreslår att mötet öppnas.

Samtliga ledamöter godkänner att mötet spelas in, med förbehåll för att inspelningen uteslutande är avsedd för upprättandet av protokollet.

2. Antagande av dagordningen

Ordföranden påminner om att dagordningen för detta möte är särskilt fullspäckad. För att utnyttja den tillgängliga tiden på bästa sätt och möjliggöra fördjupade diskussioner om informations- och beslutspunkterna föreslås det att de olika rapporterna presenteras på ett mer koncist sätt och att diskussionerna främst inriktas på styrelseledamöternas frågor och synpunkter.

Ordföranden preciserar dock att denna organisation inte syftar till att begränsa debatterna, vilka förblir väsentliga för rådets goda funktion. Han uppmanar ledamöterna att anmäla eventuella ytterligare frågor som kan läggas till under punkten "Övriga frågor", i enlighet med rådets sedvanliga praxis.

Eftersom inga synpunkter framfördes antogs dagordningen.

3. Val av justerare

Styrelsen utser Olivier Cureau och Hervé Brice till protokollförare.

4. Godkännande av protokollet från styrelsemötet den 24 mars 2026 (2026-02)

Protokollet från mötet den 24 mars 2026 (2026-02) antogs enhälligt.

Rektorn inleder därefter en diskussion om användningen av artificiell intelligens i arbetet med att upprätta protokoll.

Han betonar att verktyg för artificiell intelligens kan producera såväl nästan fullständiga transkriptioner av diskussionerna som extremt kortfattade sammanfattningar. Det framstår därför som nödvändigt att i förväg fastställa vilken detaljnivå som förväntas för att kunna utarbeta precisa riktlinjer och uppnå ett resultat som överensstämmer med styrelsens behov.

Två huvudfrågor tas upp:

- Bör varje inlägg nämnas systematiskt?
- Bör alla åsikter och ståndpunkter som uttrycks under debatterna uttryckligen anges?

Flera styrelseledamöter yttrar sig i denna fråga. Det påpekas särskilt att målet inte är att ändra kvaliteten eller karaktären hos de nuvarande protokollen, utan att underlätta redigeringsarbetet genom att använda artificiell intelligens som ett stödverktyg. Den förväntade tidsbesparingen gäller främst dokumentets framställningsfas, samtidigt som en noggrann granskning bibehålls för att korrigera eventuella fel eller felaktiga tolkningar.



Medlemmarna är överens om att det är nödvändigt att behålla en detaljnivå som är jämförbar med den i de protokoll som för närvarande upprättas. Det preciseras dock att inläggen kan omformuleras eller sammanfattas, under förutsättning att de olika åsikter som uttrycks under debatterna återges troget.

Efter diskussionerna nås enighet kring följande principer:

- Alla åsikter som framförs under debatterna ska återges i protokollet;
- Inläggen kan sammanfattas eller omformuleras när detta förbättrar dokumentets läsbarhet;
- Den allmänna detaljnivån ska förbli jämförbar med den som för närvarande tillämpas;

Styrelsen noterar denna inriktning och godkänner att försöken fortsätter.

5. Rapporter

a) Rapport från Rektorn för AEFE

Rektorn lägger fram sin rapport med stöd av en sammanfattning som projiceras under mötet.

Han påpekar att den första delen av rapporten inte innehåller några väsentliga nya uppgifter jämfört med den information som redan lämnats. Däremot uppmärksammar han styrelsen på frågan om elevantalet, som för närvarande utgör den viktigaste utmaningen inför skolstarten. De siffror som presenterades hade uppdaterats samma morgon som mötet. Medan budgeten hade upprättats utifrån en försiktig prognos på 689 elever för den internationella delen av skolan, visade uppskattningarna i rapporten på ett elevantal på cirka 680 elever. De senaste uppgifterna tyder nu på ett elevantal mellan 666 och 670 elever. Rektorn preciserar dock att flera välunderbyggda ansökningar fortfarande är under behandling och skulle kunna minska denna skillnad. Han påminner också om att elevantalet under denna period, särskilt i 2nde, vanligtvis förändras fram till skolstarten, både uppåt och nedåt. Denna utveckling av elevantalet väcker dock frågor om de pedagogiska strukturerna. Rektorn betonar att de årskurser där den pedagogiska strukturen medvetet har begränsats, särskilt CE2 och 1ère, inte uppvisar någon betydande minskning av elevantalet, utan tvärtom en lätt ökning. Däremot gäller minskningarna i större utsträckning årskurser där möjligheterna att anpassa strukturen är mer begränsade. Mot denna bakgrund anser han att det troligen kommer att bli nödvändigt att genomföra ytterligare justeringar av de pedagogiska strukturerna före slutet av juni, för att ta hänsyn till den faktiska utvecklingen av elevantalet.

Parallellt med arbetet med de pedagogiska strukturerna fortsätter skolan att analysera organisationen av de pedagogiska och administrativa tjänsterna. Rektorn uppger att flera optimeringsmöjligheter har identifierats för att anpassa resurser och organisation till det konstaterade elevantalet. Målet är fortfarande att, vad gäller lönekostnaderna, nå den nivå av heltidsekvivalenter som fastställts i budgeten, det vill säga 4,98 heltidsekvivalenter. I detta skede verkar detta mål vara inom räckhåll.

En ledamot undrar över orsakerna till den skillnad som konstaterats mellan de ursprungliga prognoserna och det elevantal som för närvarande förväntas. Han vill veta om det finns en allmän trend eller om det huvudsakligen beror på individuella omständigheter. Rektorn uppger att avvikelsen mellan budgetprognoserna och det aktuella elevantalet, enligt den mycket preliminära analysen, främst beror på ett större antal familjer än väntat som lämnar Sverige. I flera fall var dessa avflyttningar inte kända när prognoserna utarbetades. Han påminner också om att den 23 maj är ett viktigt datum i kalendern



för återinskrivningar, eftersom det markerar början på den tre månader långa uppsägningsperioden inför skolstarten. Flera familjer har vid detta tillfälle bekräftat sin avflyttning eller sitt byte av skolval. Vissa situationer gäller särskilt elever i övergångsklasser, såsom 3ème eller 2nde, där valet av inriktning kan ändras i sista stund. Andra beror på särskilda familjesituationer som skolan redan känner till. På frågan om huruvida skolavgifterna kan ha påverkat dessa beslut uppger Rektorn att detta argument sällan framförs direkt av de berörda familjerna. Han nämner dock att vissa faktiskt väljer att placera sina barn i svenska skolor.

Ordföranden betonar vikten av att förstå inte bara orsakerna till att elever lämnar skolan utan även dynamiken bakom nyinflyttningarna. Han undrar särskilt om skolans marknadsföringsinsatser riktade mot diplomatiska beskickningar, europeiska institutioner eller franskspråkiga ekonomiska nätverk i Sverige kan ha haft någon inverkan. Som svar uppger Rektorn att man i år har konstaterat ett något högre antal anmälningar än vanligt av barn från familjer till diplomater eller personal som arbetar vid utländska beskickningar, särskilt europeiska. Han nämner särskilt familjer med kopplingar till de tyska, italienska eller kanadensiska beskickningarna. Dessa tillflöden är dock fortfarande begränsade i antal. Av diskussionerna framgår också att profilerna hos de nya familjerna till största delen överensstämmer med de som traditionellt observerats: utlandsstationerade familjer som anländer till Sverige med barn som redan går i skolan i Frankrike eller inom det franska utlandsskolnätverket.

Låg- och mellanstadiechefen noterar dessutom en ovanlig ökning av antalet avanmälningar gällande inskrivningar i första klass. Medan man vanligtvis ser ett tiotal avanmälningar varje år har nästan tjugo registrerats i år. Flera av dessa fall beror på tjänsteförflyttningar som till slut ställts in eller på att familjer har avstått efter att ha övervägt de praktiska svårigheterna med pendlingen. Trots dessa avanmälningar är det totala antalet nya inskrivningar ungefär detsamma som under samma period förra året. Rektorn ser detta som en positiv effekt av skolans strategi för att öka attraktionskraften, men som stöter på organisatoriska hinder för de intresserade familjerna. Han påpekar också att antalet nyinskrivna överlag är relativt jämförbart med tidigare år: skillnaden beror främst på ett större antal elever som lämnar skolan.

Efter diskussionen anser flera styrelseledamöter att situationen snarare verkar bero på en ökning av elever som lämnar än på en minskning av tillflödet. Styrelsen noterar denna analys och de justeringar som måste genomföras under de kommande veckorna för att anpassa de pedagogiska strukturerna till det nya prognostiserade elevantalet.

Ordföranden uppmanar ledamöterna att framföra eventuella ytterligare synpunkter angående elevantalet och rekryteringsutsikterna.

En styrelseledamot önskar få närmare upplysningar om inskrivningar kopplade till diplomatiska beskickningar, särskilt vad gäller det nämnda fallet med en familj knuten till den tyska ambassaden. Han undrar om denna typ av situation är ett isolerat fall eller om den är mer allmän. Rektorn preciserar att en fransk-tysk familj faktiskt hade anslutit sig till skolan föregående år under liknande omständigheter. När det gäller det innevarande året uppger han att det rör sig om ett barn vars ena förälder arbetar vid den tyska ambassaden, utan att familjen nödvändigtvis kommer från Tyskland. Eleven gick redan i det franska utlandsskolnätverket och valde att fortsätta sin skolgång i Stockholm trots att det finns en tysk skola på plats.



Diskussionen övergår därefter till elevantalets utveckling jämfört med föregående år. På en fråga om detta påminner Rektorn om att skolan hade 696 elever när den föregående budgeten utarbetades. Vid skolstarten uppgick det faktiska elevantalet till 686 elever. Hittills har 666 bindande anmälningar registrerats inför nästa skolstart. Med hänsyn till ett dussintal ansökningar som bedöms vara välgrundade och som sannolikt kommer att godkännas under de kommande veckorna, kan elevantalet komma att uppgå till cirka 678 elever, med förbehåll för de vanliga justeringarna som sker under sommaren. Han preciserar också att dessa uppskattningar inte inkluderar eventuella ytterligare antagningar som kan bli aktuella till följd av vissa ansökningar som ännu inte officiellt har lämnats in.

Ordföranden framhåller dessutom den ekonomiska betydelsen av de planerade satsningarna inom ramen för programmet "Ett år i Stockholm". Han påminner om att en ytterligare elev inom detta program medför större budgetmässiga konsekvenser än en elev som är inskriven i den traditionella utbildningen, vilket förstärker den strategiska betydelsen av detta ärende.

Ordföranden fortsätter diskussionen och uttrycker sin förvåning över utvecklingen av elevantalet. Han påminner om att när han anlände till Sverige för ungefär tio år sedan var efterfrågan på LFSL stor och att det kunde vara svårt att få en plats på grund av långa väntelistor. Han konstaterar att det ekonomiska läget och Sveriges attraktionskraft i stort sett fortfarande är gynnsamma och undrar vilka faktorer som ligger bakom denna utveckling. Som svar påpekas att en särskild situation vid den tiden hade påverkat förskolans antagningskapacitet. Omorganisationen av lokalerna, till följd av beslut fattade av Stockholms stad, hade tillfälligt minskat antalet tillgängliga klasser. Denna minskade kapacitet hade automatiskt lett till längre väntelistor. Det preciseras dock att denna situation främst gällde förskolan och inte hade någon direkt inverkan på elevantalet i grundskolan eller gymnasiet.

Sammanfattningsvis betonar Ordföranden vikten av att fortsätta de insatser som påbörjats när det gäller elevrekrytering och marknadsföring av skolan för att upprätthålla den positiva utvecklingen av elevantalet under de kommande åren. Styrelsen noterar denna inriktning.

Efter presentationen av rektorns rapport uppger en ledamot att hon via fått kännedom om en incident som inträffade under ett besök av elever från en partnerskola. Hon vill veta om beteenden av diskriminerande karaktär eller med hänvisning till nazistisk ideologi faktiskt har konstaterats. Rektorn preciserar att ett fåtal elever yttrade oacceptabla uttalanden, även om händelseförloppet inte exakt stämmer överens med det som presenterades under mötet. Han uppger att dessa händelser har varit föremål för disciplinära åtgärder. Han påpekar att denna händelse inte ingår i den rapport som lagts fram för styrelsen, eftersom inte alla disciplinära eller pedagogiska åtgärder som vidtagits redovisas: han framhåller att de enskilda situationer som presenterats redan är mycket omfattande och försäkrar att han inte vill bagatellisera händelserna. Han påminner om att elever från partnerskolan tas emot flera gånger om året inom ramen för regelbundna utbyten. En liknande incident hade redan inträffat året innan. I båda fallen har situationerna hanterats och de berörda elevernas familjer har kontaktats. Rektorn preciserar även att han har haft kontakt med ledningen vid partnerskolan för att försäkra dem om att situationen följs upp.

En ledamot ställer därefter frågor om effektiviteten hos de upplysningsinsatser som genomförs inom skolan och om vilka förebyggande åtgärder som finns tillgängliga för att hantera denna typ av



beteenden. Hon påpekar särskilt den låga åldern hos de berörda eleverna och ifrågasätter de befintliga åtgärdernas förmåga att åstadkomma en varaktig förändring av beteendena. Som svar uppger Rektorn att man för närvarande inom skolan genomför en fördjupad diskussion om planeringen av upplysningsinsatserna, särskilt när det gäller hälsoutbildningen och medborgarutbildningen. Han påminner om att många förebyggande åtgärder redan har införts och lyfter särskilt fram den nyligen tillkomna insatsen av svenska experter som är specialiserade på att stödja ungdomar. Dessa insatser, som fortfarande är relativt ovanliga i det lokala sammanhanget, har bedömts som positiva och skulle kunna upprepas för att säkerställa att det förebyggande arbetet blir långsiktigt. Han anger även att denna diskussion förs framför allt inom kommittén för hälsoutbildning, medborgarskap och miljö (CESCE), vilket är dess uppgift, för att involvera så många aktörer som möjligt från utbildningssamfundet i diskussionen, särskilt föräldrar och elever.

Diskussionen övergår därefter till den roll som historieundervisningen, moral- och medborgarskapsundervisningen samt minnesaktiviteter spelar för att förebygga denna typ av beteenden. Rektorn påminner om att dessa teman behandlas utförligt i läroplanerna, särskilt i årskurs 9 och på gymnasiet. Han betonar särskilt vikten av pedagogiska projekt kopplade till studier av andra världskriget och diskrimineringsmekanismer. Han nämner även de minnesresor som anordnas av skolan, vilka utgör höjdpunkter i elevernas utbildningsväg. Han påpekar att det för närvarande är svårt att avgöra om de observerade incidenterna främst beror på individuellt beteende och individuella problem eller om de vittnar om mer övergripande problem som kräver en specifik åtgärd.

Diskussionen övergår sedan till frågan om hur synliga disciplinära åtgärder är för de övriga eleverna. En ledamot påpekar att bristen på information om vilka åtgärder som vidtas vid vissa beteenden ibland kan bidra till en känsla av strafffrihet eller rykten inom skolgemenskapen. Hon undrar om det går att bättre informera om att disciplinära åtgärder vidtas, utan att för den skull avslöja individuella uppgifter. Rektorn påminner om att disciplinära åtgärder rör känsliga personuppgifter, särskilt när det gäller minderåriga, och att det inte är möjligt att offentligt informera om enskilda situationer där personer kan identifieras. Han preciserar dock att skolan redan har inlett ett upplysningsarbete bland eleverna om hur rykten sprids och om vikten av att inte dra förhastade slutsatser i avsaknad av verifierad information. För att tillgodose det behov av öppenhet som vissa medlemmar av skolgemenskapen har uttryckt, anger han att en möjlig väg framåt är att i större utsträckning dela med sig av samlade indikatorer inom skolans olika instanser. Denna information skulle kunna avse arten av de incidenter som inträffat och vilka pedagogiska eller disciplinära åtgärder som vidtagits, utan att det någonsin blir möjligt att identifiera de berörda personerna.

Ordföranden betonar vikten av att fortsätta att vara särskilt vaksam när det gäller dessa frågor. Han påminner om att historieundervisningen, särskilt när det gäller 1900-talets mörkaste perioder, i första hand syftar till att förmedla det kollektiva minnet och förhindra att tidigare misstag upprepas. Han betonar att beteenden som hänvisar till ideologier som strider mot demokratiska värden, mänsklig värdighet eller respekten för andra måste fördömas tydligt och bemötas med lämpliga pedagogiska åtgärder. Enligt honom bidrar förebyggande åtgärder, historieundervisning, moral- och medborgarundervisning samt disciplinära åtgärder till ett och samma mål: att forma upplysta medborgare som är medvetna om konsekvenserna av diskriminering, rasism och alla former av



utestängning. Styrelsen noterar den information som lämnats och de åtgärder som skolan vidtagit på detta område.

Som komplement till de tidigare diskussionerna tillför Rektorn flera bakgrundsuppgifter om hanteringen av disciplinära situationer inom skolan, i enlighet med svensk lagstiftning och de regler för disciplinära förfaranden som följer av godkännandet. Han uppger att antalet utdömda påföljder under det första halvåret har varit särskilt högt, på en nivå som aldrig tidigare observerats sedan han tillträdde sin tjänst. Denna utveckling vittnar, enligt honom, om en vilja från skolans sida att med fast hand hantera beteenden som strider mot reglerna för det gemensamma livet, även i juridiskt komplexa situationer. Som exempel nämner han en nyligen inträffad situation där en familj begärde att en disciplinär påföljd som utdömts av skolan skulle upphävas. De aktuella händelserna hade lett till en anmälan till socialtjänsten samt till att polisen tillkallades. Efter sina utredningar väckte de behöriga myndigheterna inte åtal. Rektorn påpekar att eftersom rättsliga och pedagogiska förfaranden har olika syften innebär avsaknaden av rättsliga konsekvenser inte automatiskt att en pedagogisk eller disciplinär åtgärd som skolan beslutat om ifrågasätts. Han uppger att han har låtit den utdömda sanktionen stå kvar, eftersom han anser att händelserna fortfarande strider mot skolans regler och värderingar. Flera ledamöter i styrelsen betonar vikten av att få eleverna att förstå att varje överträdelse medför konsekvenser, oberoende av eventuella åtgärder från externa myndigheter. Diskussionerna belyser också de svårigheter som uppstår när vissa familjer har svårt att erkänna den pedagogiska betydelsen av de åtgärder som skolan vidtar. Rektorn delar denna bedömning och påpekar att en av utmaningarna nu är att göra åtgärderna mot problematiskt beteende tydligare, samtidigt som man respekterar de rättsliga kraven och sekretessen kring enskilda fall. Han påminner också om att vissa familjer ibland kan uppfatta vanliga pedagogiska åtgärder som en form av diskriminering, vilket komplicerar skolans arbete.

Ordföranden ger därefter ordet till Rektor Förskolan.

b) Rapport från Rektor Förskolan

Rektor Förskolan rapporterar att det finns flera positiva aspekter när det gäller verksamhetens funktion. Det framgår särskilt att den enkät som genomfördes bland föräldrarna gav överlag mycket positiva återkopplingar. Resultaten anses uppmuntrande och vittnar om en hög grad av tillfredsställelse inom skolgemenskapen.

Dessutom pågår ett arbete med att uppdatera förskolans franskspråkiga profil. En utvärdering har genomförts bland de pedagogiska och fostrande teamen. Detta arbete bedrivs med stöd av Françoise Guionneau, som fortsätter att fungera som rådgivare åt förskolan. Arbetet inriktar sig särskilt på samordningen mellan de franska och svenska läroplanerna samt på utvecklingen av det språkliga och pedagogiska projektet. Ett uppdaterat förslag kommer senare att läggas fram för de behöriga instanserna.

Därefter föreslås att man går vidare till nästa punkt.



c) Rapport om fritidsverksamheten

Ordet ges till förskolechefen och Låg- och mellanstadiechefen.

Den sistnämnde uppger att situationen fortfarande är komplicerad på grund av en hög frånvarofrekvens inom personalen. Trots de senaste rekryteringarna som genomförts av Biträdande Rektor Fritids är det fortfarande svårt att ha en fullständig och stabil personalstyrka som kan säkerställa att verksamheten fungerar optimalt.

Bland de positiva aspekterna lyfter han fram framgången med Fritidsdagen, som anordnades den 12 maj av Biträdande Rektor Fritids och hans team. Evenemanget uppskattades mycket av eleverna, som fick delta i många aktiviteter och lekar på skolgården. Arrangemangets höga kvalitet fick mycket beröm. Låg- och mellanstadiechefen uppger även att en ytterligare informationspunkt samt en beslutspunkt rörande den pedagogiska personalen kommer att tas upp senare under mötet.

Ordföranden föreslår därefter att man går vidare till nästa punkt på dagordningen och ger ordet till HR-chefen.

d) HR-rapport

HR-chefen presenterar en informationspunkt om personalfrågor.

Flera rekryteringar pågår. Lediga tjänster har publicerats på svenska rekryteringsplattformar och på Talents, den plattform som AEFE har utvecklat för nätverket. Arbetet fortsätter för att tillsätta de lediga tjänsterna inför nästa skolstart. Diskussionerna med fackföreningarna fortsätter också angående införandet av den nya modellen för fördelning av lärarnas tjänster.

HR-chefen påminner om att ersättningen för övertid från och med den första maj har höjts i enlighet med bestämmelserna i det gällande kollektivavtalet. Denna förändring har särskild inverkan på deltidsanställda som arbetar extra timmar.

När det gäller organisationen av verksamheten planeras flera justeringar inom ramen för budgetkontrollen. Logistikavdelningen kommer att drabbas av en personalminskning på 0,75 heltidsekvivalenter vid skolstarten. Dessutom pågår, till följd av att en medarbetare har slutat, ett övervägande för att omorganisera arbetsuppgifterna inom de administrativa avdelningarna och minska personalstyrkan med cirka 0,75 heltidsekvivalenter.

Ett nytt lokalt avtal om lärarnas arbetstid har ingåtts. Liknande arbete pågår för AESH- och AED-personal samt för andra personalkategorier (skolhälsoavdelningen och personal som arbetar på skolbiblioteket), i syfte att införliva de förändringar som föreskrivs i kollektivavtalet.

När det gäller fortbildning håller en utbildningsplan för nästa läsår på att utarbetas. En diskussion inleds om de kvalificeringsprogram som erbjuds inom AEFE-nätverket. Det påpekas att dessa utbildningar syftar till att stärka personalens kompetens och främja deras professionalisering inom den franska undervisningen utomlands.

Rektorn preciserar att det regionala utbildningsinstitutet (IRF) nyligen har lättat på villkoren för tillträde till vissa kvalificerande utbildningar. Från och med nu kan även personal som anställts på tidsbegränsade kontrakt delta i dessa utbildningar, under förutsättning att skolan förbinder sig att



behålla dem under utbildningstiden. Denna förändring bör bidra till att stärka kompetensen hos och lojaliteten hos den lokalt rekryterade personalen.

Slutligen uppger HR-chefen att rekryteringen inför skolstarten fortskrider i samma takt som tidigare år. Flera avgångar beror på återvändande till Frankrike eller karriärförändringar. Rekryteringsförfarandena fortsätter för att garantera undervisningens kvalitet och, när det är möjligt, prioritera rekrytering av kvalificerad personal.

e) Ekonomisk rapport

Ordföranden ger ordet till Ekonomichefen.

Denne redogör för den finansiella situationen per slutet av mars och uppger att resultaten överlag överensstämmer med de prognoser som presenterades i den föregående rapporten. Skillnaden i elevantal jämfört med den ursprungliga budgeten (12 elever färre) medför en minskning av intäkterna. Denna minskning kompenseras dock delvis av en ökning av övriga intäkter, särskilt till följd av höjningen av skolpeng, samt av besparingar som gjorts på vissa utgiftsposter, framför allt när det gäller förbrukningsmaterial och läromedel.

Utgifterna för pedagogiska projekt och resor ligger fortfarande i linje med budgetprognoserna. En liten överskridning konstateras i budgeten för måltider, vilket beror på en initial underskattning vid budgetupprättandet.

När det gäller lönekostnaderna preciserar Ekonomichefen att de avvikelser som konstaterats i detta skede av året främst beror på avsättningar för betald semester och bör minska i samband med de redovisningsmässiga justeringar som görs vid räkenskapsårets slut.

Investeringarna ligger under prognoserna, särskilt inom IT-området. Verksamheten prioriterar, när det är lämpligt, inköp av renoverad eller begagnad utrustning, vilket möjliggör besparingar utan att servicenivån försämras.

När det gäller likviditeten är indikatorerna fortsatt tillfredsställande. Likviditetsgraden ökar och den tillgängliga likviditeten gör det möjligt att säkerställa att skolan kan bedriva sin verksamhet under goda förhållanden fram till räkenskapsårets slut.

Under diskussionerna framhölls att den viktigaste variabeln som påverkar den finansiella balansen fortfarande är utvecklingen av elevantalet. Styrelsen noterar dock med tillfredsställelse att trots en minskning med 12 elever jämfört med budgetprognoserna visar prognoserna för räkenskapsårets slut inte på något underskott. Ordföranden och flera styrelseledamöter berömmar kvaliteten på den finansiella uppföljningen, tydligheten i de framlagda dokumenten och den goda kontrollen över budgetsituationen. De betonar att skolans försiktiga förvaltning gör det möjligt att hantera variationer i elevantalet utan att den övergripande ekonomiska balansen äventyras.

Ordföranden tackar ledamöterna och föreslår att man går vidare till informationspunkterna.



6. Informationspunkter

a) Avtalet med AEFE: finansiell och strategisk analys av avtalsförhållandet

Rektorn presenterar den analys som han har utarbetat på styrelsens begäran avseende de ekonomiska och strategiska konsekvenserna av ett upphävande av avtalet.

Han påminner inledningsvis om att denna analys nödvändigtvis bygger på ett antal antaganden och att de presenterade resultaten måste tolkas med försiktighet. Målet är att utvärdera hållbarheten i skolans ekonomiska modell under antagandet att avtalet sägs upp, samtidigt som godkännandet och medlemskapet i AEFE-nätverket som partnerskola bibehålls. Flera grundläggande antaganden har valts ut:

- Att all utstationerad personal ersätts med lokalt rekryterad personal, utan någon total förändring av lönekostnaderna;
- Rekrytering av denna personal utifrån de genomsnittliga löner som för närvarande gäller för motsvarande tjänster för lokal personal;
- Den nuvarande utbildningspolitiken ska bibehållas;
- Ingen förstärkning av den administrativa personalen trots de nya ansvarsområden som skolan skulle få och den ökade administrativa arbetsbördan.

Rektorn betonar att vissa av dessa antaganden snarare tenderar att underskatta de faktiska kostnaderna för driften av en partnerinstitution, särskilt när det gäller rekrytering och personaladministration.

Den presenterade analysen belyser flera ekonomiska effekter.

Att lämna avtalet skulle göra det möjligt att minska vissa avgifter som betalas till AEFE, vilket skulle ge en besparing på uppskattningsvis cirka 200 000 SEK per år. Däremot skulle det medföra ytterligare kostnader att direkt stå för vissa utgifter som för närvarande delas gemensamt, särskilt inom fortutbildningsområdet. Rektorn påminner om att skolan idag får ett betydande stöd från nätverket för finansieringen av personalens fortbildning.

Den viktigaste variabeln gäller dock lönekostnaderna. Att ersätta utstationerad personal med lokalt rekryterad personal skulle medföra besparingar på vissa specifika ersättningar kopplade till utstationeringen, men skulle också kunna medföra ytterligare kostnader i samband med rekrytering, personalbehållning och kompetensutveckling av den personal som krävs för att upprätthålla den pedagogiska kvaliteten. Studien visar att besparingarna i samband med avskaffandet av vissa specifika ersättningar till utstationerad personal skulle förbli begränsade. Däremot skulle ersättningen av utstationerad personal med lokalt rekryterad personal utgöra den mest betydande ekonomiska faktorn.

Utifrån de antaganden som gjorts uppskattas den extra kostnaden för att ersätta utstationerad undervisnings- och utbildningspersonal med lokalt rekryterad personal till cirka 1,7 miljoner SEK per år. Rektorn preciserar att denna uppskattning varken tar hänsyn till eventuella rekryteringssvårigheter eller de åtgärder som kan behövas för att upprätthålla tjänsternas attraktionskraft eller rekrytera personal med motsvarande kvalifikationer. Om man även räknar in de ledande befattningar som för närvarande ställs till förfogande utan fullständig vidarefakturerings,



uppskattas den ekonomiska fördelen med avtalsstatusen till cirka 4,5 miljoner SEK per år avseende lönekostnaderna, enbart med hänsyn till personalens direkta löner.

De presenterade finansiella simuleringarna visar slutligen att en övergång till partnerstatus, utifrån de antaganden som gjorts, inom den nuvarande budgetramen skulle leda till ett beräknat underskott på cirka 2,8 miljoner SEK, medan den nuvarande budgeten förutsätter ett positivt resultat. Rektorn betonar att dessa prognoser bygger på försiktiga antaganden som snarare tenderar att minimera kostnaderna för en modell utan avtal.

Utöver de ekonomiska aspekterna tas flera strategiska frågor upp.

Rektorn påminner om att avtalet bidrar till att upprätthålla en direkt och stark koppling till det franska utbildningssystemet, främjar en uppdatering av de pedagogiska metoderna och underlättar skolans anpassning till förändringar inom det franska utbildningssystemet och de franska examinationerna.

Han betonar också att avtalet ger stiftelsen ett uttryckligt erkännande av dess deltagande i ett franskt offentligt uppdrag utomlands. Detta kan utgöra en fördel i relationerna med de svenska myndigheterna och i diskussionerna om villkoren för finansiering eller subventionering av skolorna. Diskussionerna belyser även de icke-ekonomiska aspekterna av avtalet: skolans attraktionskraft, tillgång till AEFE:s expertis, pedagogiskt stöd, personalutbildning, personaladministration och säkerställande av administrativa rutiner.

Rektorn drar slutsatsen att en modell med partnerskola teoretiskt sett skulle kunna övervägas, men att den skulle kräva besparingar eller ytterligare intäkter i storleksordningen 4,5 miljoner SEK per år, utöver de optimeringsåtgärder som redan har inletts. Han bekräftar att även om en modell med partnerskola teoretiskt sett framstår som ekonomiskt genomförbar, bygger dess lönsamhet på optimistiska antaganden och innebär flera osäkerhetsfaktorer. Han uppmanar därför styrelsen att inte bara beakta de budgetmässiga aspekterna utan även de strategiska och pedagogiska konsekvenserna av en eventuell förändring av skolans status. Han anger att han anser att avtalet i dagsläget fortfarande är en viktig faktor för skolans finansiella och strategiska stabilitet.

Avslutningsvis presenterar Rektorn flera tankegångar på medellång och lång sikt.

Han betonar särskilt vikten av att förutse pensioneringar bland vissa utstationerade medarbetare och påpekar att även om kostnaden för stiftelsen för en utstationerad medarbetare totalt sett är lägre än för en lokalt rekryterad medarbetare, så gäller detta inte nödvändigtvis i alla enskilda fall. Han tar också upp vissa så kallade "historiska" tjänster, för vilka 100 % av lönen fortfarande faktureras till skolan, till skillnad från det system som numera tillämpas för majoriteten av den utstationerade personalen. Dessa situationer är ett resultat av tidigare ordningar som har bibehållits under de successiva ändringarna av avtalet. Han påpekar att man skulle kunna inleda ett samråd med AEFE för att undersöka möjligheterna att harmonisera dessa situationer.

Styrelsens ledamöter tackar Rektorn för den utmärkta analysen, som belyser de finansiella, pedagogiska och strategiska utmaningarna i samband med skolans avtalsförhållande.



Styrelseledamöterna välkomnar ett särskilt grundligt arbete, som gör det möjligt att bättre förstå de finansiella, strategiska och institutionella utmaningarna i samband med avtalet. De anser att denna studie utgör ett värdefullt verktyg för att belysa stiftelsens och skolans framtida överväganden.

b) Lägesrapport om infrastrukturen

Ekonomichefen redogör för de pågående diskussionerna med SISAB om renoveringsprojektet för huvudbyggnaden.

Han påminner om att flera meningsskiljaktigheter kvarstår i förhandlingarna, särskilt när det gäller fördelningen av det juridiska och operativa ansvaret mellan parterna. Dessa meningsskiljaktigheter har gjort diskussionerna särskilt komplexa under de senaste månaderna.

En betydande positiv utveckling har dock skett nyligen. SISAB har erkänt projektets komplexitet och meddelat att tidsplanen för renoveringen skjuts upp. Arbetet, som ursprungligen var planerat att inledas 2029, kommer nu inte att påbörjas förrän sommaren 2030.

Styrelsens ledamöter välkomnar detta besked, som ger skolan större förutsägbarhet och ger ytterligare tid att förbereda de olika tänkbara alternativen.

Representanterna för SISAB har också uttryckt sin vilja att på ett mer övergripande sätt ta itu med frågor som rör lokalernas lämplighet, skolans framtida behov, eventuella kompletterande arbeten, hyresvillkoren och det avtalsmässiga ramverket. Styrelsen noterar med tillfredsställelse denna utveckling i den pågående dialogen.

Diskussionerna visar att detta framsteg är ett resultat både av ledningens uthållighet, det arbete som utförts tillsammans med de juridiska rådgivarna samt de olika insatser som gjorts för att öka medvetenheten hos berörda intressenter.

När det gäller de alternativa lösningar som har utretts under de senaste månaderna påminner ledningen om att flera scenarier har analyserats, särskilt möjligheten till en tillfällig omlokalisering. De regleringsmässiga, stadsplaneringsmässiga och finansiella begränsningarna i samband med dessa alternativ är fortfarande betydande. De diskussioner som förts med de fastighetsexperter som skolan anlitat bekräftar dessutom att de hyresnivåer som observerats på Stockholmsmarknaden är betydligt högre än de som skolan för närvarande har tillgång till.

Styrelsen noterar analysen enligt vilken vissa av de undersökta alternativa lösningarna eventuellt skulle kunna utgöra övergångslösningar under en renoveringsperiod, men förefaller svårhållbara som en permanent lösning.

Ekonomichefen informerar även styrelsen om det arbete som inletts tillsammans med det specialiserade konsultföretaget SetUp, som har till uppgift att stödja stiftelsen i dess fastighetsöverväganden, förhandlingarna med SISAB och dess strategi för att påverka de olika berörda institutionella och ekonomiska aktörerna.

Slutligen informeras styrelsen om att den Franska Ambassaden inom kort avser att skicka ett stödbrev från stiftelsen till Stockholms Stads myndigheter för att understryka projektets betydelse



för skolan och uppmuntra sökandet efter hållbara lösningar. Kontakter har även knutits med flera ekonomiska och institutionella aktörer, särskilt genom Franska Handelskammaren i Sverige. Styrelsen välkomnar dessa framsteg och kommer att följa resultaten av de kommande mötena med SISAB, som är planerade före sommaren.

Under diskussionen ställde flera styrelseledamöter frågor om konsekvenserna av att renoveringsarbetena på huvudbyggnaden skjuts upp till 2030. Ekonomichefen påpekade att SISAB fortfarande anser att byggnaden kräver en omfattande renovering. Att tidsplanen skjuts upp är ett positivt steg för skolan, men innebär också att man måste vara särskilt uppmärksam på infrastrukturens skick under de kommande åren.

Styrelsen noterar att den främsta risken som SISAB lyfter fram gäller byggnadens förmåga att på lång sikt uppfylla de lagstadgade och tekniska krav som gäller för skolor. Ekonomichefen betonar dock att denna fråga är föremål för regelbundna diskussioner med SISAB och berörda myndigheter.

Dessutom välkomnar styrelsen en ny utveckling rörande skolgårdarnas status. De svenska myndigheterna har bekräftat att de berörda skolområdena inte är offentliga under skoltid, och SISAB har satt upp tydliga skyltar med denna information på huvudområdet. Detta klargörande ses som en positiv signal i relationerna med hyresvärden och de lokala myndigheterna.

Ekonomichefen informerar även styrelsen om utvecklingen i ärendet rörande försäkringar och ansvar i samband med infrastrukturen vid Annexet. I detta skede har försäkringsgivaren inte gått med på att täcka vissa ansvarsområden som identifierats i samband med tidigare diskussioner. En juridisk riskanalys har genomförts för att belysa institutionens ståndpunkt, och en överklagan har lämnats in, men försäkringsgivaren hade ännu inte svarat vid tidpunkten för styrelsemötet. Arbetet fortsätter även för att erhålla de administrativa handlingar och intyg som fortfarande saknas avseende tidigare utförda arbeten.

Styrelsen noterar dessa uppgifter och uppmuntrar till att de påbörjade åtgärderna fortsätter.

c) Uppföljning av projektet "Ett år i Stockholm"

Rektorn redogör för läget i projektet "Ett år i Stockholm", som syftar till att under ett läsår ta emot fransktalande elever från andra skolor inom AEFE-nätverket eller från Frankrike.

Han påminner om att den totala kostnaden för programmet beräknas uppgå till cirka 26 000 euro per elev för dennes familj. Denna uppskattning omfattar skolavgifter, ledning av programmet, boende hos värdfamilj, lokala transporter samt olika kostnader kopplade till elevernas resor. Styrelsen betonar att denna kostnad måste analyseras i sin helhet, mot bakgrund av de besparingar som uppnås, eftersom vissa utgifter redan bärs av familjerna vid deras ursprungliga skola. Styrelsen framhåller också att detta belopp inte motsvarar det belopp som elevernas familjer betalar till LFSL.

Styrelsen informeras om att det är planerat att detta program ska regleras på både regel- och avtalsnivå genom två separata dokument:



- Ett finansiellt regelverk som är bindande för de familjer som skickar sina barn till LFSL i Stockholm vad gäller skolavgifter och kostnader för handledning;
- Ett särskilt avtal om mottagande och boende mellan de familjer som skickar sina barn till Stockholm och värdfamiljerna, där skolan fungerar som samordnare och medlare utan att vara part i det avtalsmässiga boendeförhållandet. Detta avtal åtföljs av åtagandekodexar för eleven, dennes familj och värdfamiljen.

Rektorn uppger att det fortfarande finns en svårighet när det gäller den juridiska giltigheten av avtalsdokumenten. Trots förfrågningar till flera identifierade samarbetspartner och deras nätverk har det ännu inte gått att erhålla någon fullständig juridisk expertis inom den önskade tidsramen, på grund av systemets hybridkaraktär, som befinner sig i gränslandet mellan skoljuridik, handelsrätt och familjerätt. Han preciserar dock att dokumenten har utarbetats utifrån mallar som under många år använts av en annan skola i nätverket med erkänd erfarenhet inom detta område.

När det gäller lanseringen av programmet anses de första reaktionerna vara mycket uppmuntrande. Tolv familjer har redan tagit kontakt med skolan och fyra fullständiga ansökningar har lämnats in. Enligt nuvarande prognoser kan man räkna med att ta emot fyra till åtta elever redan under det första genomförandeåret. Den största utmaningen som identifierats i detta skede gäller rekryteringen av värdfamiljer. Flera informationsinsatser har inletts riktade mot skolvärlden, franskspråkiga föreningar och nätverk för franskundervisning i Sverige i syfte att bredda urvalet av familjer som kan tänkas ta emot elever.

Styrelsen noterar projektets framsteg och framhåller dess potential när det gäller att öka skolans attraktionskraft, stärka dess anseende och diversifiera resurserna. Diskussionen kretsar kring utvecklingsmöjligheterna för satsningen och dess potentiella inverkan på elevantalet på gymnasiet. Rektorn påpekar att projektet skulle kunna bidra väsentligt till målen om att stabilisera och öka elevantalet. De första ansökningarna som har kommit in gäller främst elever i 2nde och Terminale från skolor i Frankrike, Spanien och Nordamerika. Ansökningarna kommer framför allt från erkända internationella skolor och vittnar om den föreslagna modellens attraktionskraft.

Styrelsen betonar dock vikten av att säkerställa en balans i de pedagogiska strukturerna, särskilt i 1ère, så att mottagandet av nya elever inte leder till omorganisationer som kan medföra extra kostnader. Styrelsens medlemmar framhåller kvaliteten på det genomförda marknadsföringsarbetet och projektets relevanta inriktning, som svarar mot en verklig efterfrågan på internationell rörlighet inom nätverket.

Den största utmaningen är nu att hitta ett tillräckligt antal värdfamiljer. Flera möjligheter undersöks för närvarande, särskilt bland fransktalande familjer, familjer med dubbelt medborgarskap, nätverk för undervisning i franska i Sverige samt franska och svenska gemenskaper som kan vara intresserade av en interkulturell värdupplevelse.

Utöver det ekonomiska intresset anser styrelsen att detta initiativ har en verklig pedagogisk och strategisk potential. Det skulle bidra till att stärka gymnasieskolans attraktionskraft, berika den



internationella erfarenheten för de elever som redan går på skolan och diversifiera de utbildningsvägar som erbjuds inom gymnasiet.

Styrelsen välkomnar det arbete som personalen har utfört för att utforma och lansera detta innovativa projekt, vars första återkopplingar verkar mycket uppmuntrande.

d) Regelverk för skolavgifter

Ordföranden ger ordet till Rektorn för en informationspunkt om det rättsliga ramverket för skolavgifter.

Rektorn påminner om att frågan om motiveringen för skolavgifternas storlek har diskuterats vid flera styrelsemöten. Ett arbete har inletts för att ta fram ett precist och objektivet verktyg som gör det möjligt att motivera dessa avgifter i enlighet med gällande bestämmelser.

Han påminner om att det i det svenska regelverket är ett lagligt undantag att internationella skolor tar ut skolavgifter. Dessa avgifter måste motsvara rimliga merkostnader som direkt beror på genomförandet av en utländsk läroplan och ta hänsyn till den offentliga finansiering som skolan erhåller. Skolavgifterna måste alltså motsvara den totala internationella merkostnaden, minskad med samtliga bidrag och offentliga anslag som skolan erhåller. Till exempel kan vissa av de tidigare nämnda bidragen inte inkluderas i beräkningen av skolavgifterna, eftersom de just syftar till att minska denna merkostnad.

Rektorn betonar att den viktigaste utmaningen består i att exakt identifiera vad som verkligen hör till skolans internationella karaktär. Kostnader som motsvarar prestationer eller tjänster som redan finns på en svensk skola får nämligen inte ingå i beräkningen av skolavgifterna, även om skolan på grund av sin internationella karaktär gör egna pedagogiska eller organisatoriska val som medför en merkostnad. Endast de merkostnader som är direkt kopplade till tillämpningen av den franska läroplanen eller till internationella särdrag får beaktas.

Detta tillvägagångssätt för att motivera skolavgifterna syftar till både legitimitet och öppenhet. Det ska göra det möjligt för skolan att redogöra för sin verksamhet inför tillsynsmyndigheterna, särskilt *Skolinspektionen*, men också att tydligt förklara för familjerna grunden för och nivån på de skolavgifter som tas ut.

Rektorn presenterar därefter den valda metodiken, som är uppdelad i tre steg:

- ett första steg där de olika utgifter som ska ingå i analysen kategoriseras;
- ett andra steg som syftar till att kvantifiera dessa utgifter;
- ett tredje steg som består i att utarbeta ett parametriskt verktyg som gör det möjligt att enkelt uppdatera beräkningarna i takt med förändringar i de finansiella och pedagogiska parametrarna.

Det första steget, som nu är avslutat, handlar om att identifiera och klassificera de olika kostnadskategorierna och är föremål för denna presentation

När det gäller det externa franska ekonomiska stödet har de tidigare presenterade aspekterna rörande avtalsvillkoren inkluderats i analysen. Andra former av stöd, särskilt pedagogiskt eller tekniskt, har också granskats. I detta skede har inget stöd identifierats som utgör en nettofördel



som minskar skolans kostnader; i flera fall kompletterar de föreslagna verktygen de stöd som redan används snarare än att ersätta dem.

Rektorn preciserar dessutom att vissa specifika bidrag skulle kunna inkluderas i analysen i andra sammanhang. Som exempel utgör de avgifter som betalas av skolor som erbjuder programmet International Baccalaureate (IB) uttryckligen utgifter som kan beaktas som specifika kostnader kopplade till ett internationellt program.

När det gäller utgifter som är specifika för skolan har flera kategorier identifierats. Dessa avser framför allt den pedagogiska modellen och den franska läroplanen, som innebär en högre undervisningstid än den som förekommer i det svenska systemet. Denna skillnad medför en merkostnad vars bedömning kommer att kräva ett ingående kvantifieringsarbete. Rektorn påpekar att den största svårigheten inte ligger i att beräkna den faktiska kostnaden för det franska systemet, utan i att fastställa vad en motsvarande skolgång inom det svenska systemet skulle ha kostat för elever med samma egenskaper och som omfattas av liknande begränsningar. Det är denna skillnad som utgör den internationella merkostnad som ska beaktas.

Det preciseras dessutom att pedagogiska särdrag såsom internationella avdelningar eller det franska internationella baccalaureatet (BFI) också utgör ytterligare kostnader som kan inkluderas i analysen, i den mån de motsvarar ytterligare krav som är direkt kopplade till skolans internationella karaktär.

I fortsättningen av sin presentation redogör Rektorn i detalj för de olika utgiftskategorier som kan ingå i beräkningen av den internationella merkostnaden. Han tar först upp skolans språkpolitik. Han påminner om att undervisning i svenska är en skyldighet för internationella skolor och att de därmed sammanhängande kostnaderna därför kan räknas in i de specifika utgifterna. Han betonar vikten av denna undervisning inom skolan, särskilt genom de internationella avdelningarna som erbjuder flera timmar svenskundervisning per vecka under hela skoltiden. Dessa utgifter utgör, enligt honom, en merkostnad som är direkt kopplad till skolans internationella karaktär.

Frågan om nivåindelade grupper i engelska tas också upp. Rektorn anser att denna pedagogiska organisation kan motiveras av den språkliga mångfald som är karakteristisk för en internationell skola, vilken är mer uttalad än i en traditionell svensk eller fransk skola. Detta särdrag skulle därmed kunna betraktas som en kostnad som är kopplad till skolans internationella karaktär.

Inom samma område nämner han stödåtgärderna för franska språket samt inrättandet av vissa klasser med färre elever. Som exempel kan förekomsten av en fjärde förstaklass (CP) – utöver de behov som skulle finnas i en jämförbar icke-internationell skola – analyseras som en kostnad som beror på de särdrag som kännetecknar den elevgrupp som skolan tar emot.

Rektorn redogör därefter för de utgifter som är förknippade med medlemskapet i nätverket för fransk utbildning utomlands. Bland dessa ingår framför allt kostnaderna för administration av examinationer, vissa pedagogiska och språkliga samordningsuppgifter samt olika avgifter som betalas till organisationer inom nätverket eller som är kopplade till användningen av specifika verktyg.

De materiella utgifterna utgör också en viktig kategori. De avser framför allt pedagogiska resurser, inköp av franska läroböcker, abonnemang på utbildningsplattformar, dokumentationsresurser i



skolbiblioteket samt de extra kostnader som är förknippade med transporten av eller tillgången till dessa resurser från Sverige.

Rektorn nämner även kostnader för översättning och tolkning, som är nödvändiga för skolans dagliga verksamhet i en tvåspråkig miljö. Även om dessa utgifter ofta är blygsamma var för sig, utgör de sammantaget en reell kostnad som måste beaktas.

Slutligen nämns flera andra poster som potentiellt kan räknas till de internationella merkostnaderna, särskilt Vie Scolaire, närvaron av två kuratorer för att tillgodose elevernas och familjernas behov på två olika språk, samt driften av dokumentations- och informationscentret (CDI). Rektorn påminner om att även om skolbibliotek i teorin är obligatoriska i Sverige, skiljer sig deras utrustningsnivå och tjänster ofta från vad som krävs inom det franska utbildningssystemet, vilket kan medföra extra kostnader för skolan.

Efter denna presentation anger Rektorn att översikten över de identifierade utgifterna nu framstår som relativt fullständig. Han uppmanar rådsmedlemmarna att påpeka eventuella kompletterande uppgifter eller att framföra sina synpunkter på lämpligheten hos de valda kategorierna. Under förutsättning att denna första analysfas godkänns kan arbetet nu fortsätta mot nästa steg, nämligen att kvantifiera de olika utgiftsposterna för att beräkna den totala summan av de internationella merkostnaderna och deras inverkan per elev.

Därefter tas frågan om skolresor upp. Flera ledamöter undrar om det är möjligt att inkludera vissa resor i de specifika utgifterna, särskilt när de har en direkt koppling till läroplanens pedagogiska mål. Rektorn påpekar att lagtexterna tycks tillåta att skolresor beaktas när de utgör en skyldighet som följer av undervisningsprogrammet. Han betonar dock svårigheten att fastställa den obligatoriska karaktären hos vissa projekt, såsom resan för eleverna i CM2 i Frankrike. Han anser dock att en pedagogisk argumentation skulle kunna utarbetas för att visa vikten av att låta elever som följer en fransk läroplan utomlands konkret upptäcka det franska kulturella och pedagogiska sammanhanget.

Rådets medlemmar diskuterar även språkresor som anordnas inom ramen för de internationella avdelningarna, BFI eller undervisningen i moderna språk. Det påpekas att vissa av dessa resor är direkt kopplade till den undervisning som eleverna följer och därmed skulle kunna vara mer motiverade med hänsyn till de fastställda kriterierna.

Som svar på de synpunkter som framförts angående skolresor påminner Rektorn om att sådana resor även förekommer inom det svenska utbildningssystemet, om än ibland enligt andra villkor. Han preciserar att vissa resor kan finansieras inom ramen för specifika program, särskilt europeiska. När det gäller huruvida dessa ska beaktas i analysen av merkostnaderna anser han att deras pedagogiska karaktär och koppling till läroplanens mål måste granskas noggrant.

Rektorn påminner om att denna diskussion framför allt ingår i ett förebyggande arbete. Hittills har inga särskilda krav ställts av tillsynsmyndigheterna, men det är klokt att förbereda sig, särskilt mot bakgrund av de höjda skolavgifterna. Målet är att, när tiden är inne, ha en gedigen och välunderbyggd metodik som gör det möjligt att motivera de skolavgifter som skolan tillämpar. Han betonar att vissa delar eventuellt kan komma att diskuteras eller ifrågasättas av



tillsynsmyndigheterna, men att det framför allt är viktigt att deras införlivande bygger på en tydlig och välunderbyggd logik.

Rektorn framhåller att diskussionerna i styrelsen har bidragit till att på ett värdefullt sätt berika övervägandena och bredda omfattningen av de utgifter som ska granskas. Han anger att nästa steg nu kommer att bestå i att kvantifiera samtliga identifierade poster för att kunna bedöma det totala beloppet för de internationella merkostnaderna och för att få ett gediget beslutsstöd.

e) Delegeringar och vidaredelegeringar från styrelsen

Ordföranden ger därefter återigen ordet till Rektorn för en informationspunkt om arbetet med att se över delegeringar och underdelegeringar inom stiftelsen.

Rektorn preciserar att det rör sig om ett pågående arbete sedan flera månader och vars syfte idag är att presentera en lägesrapport för att inhämta styrelsens synpunkter innan förslagen slutgiltigt fastställs. Detta arbete bedrivs gemensamt med Rektor Förskolan, Ekonomichefen samt berörda avdelningar. Han påminner om att denna översyn syftar till flera mål.

Det första syftet är att uppdatera de befintliga delegationerna för att anpassa dem till det avtal som undertecknades med AEFÉ 2021, vilket innehåller flera bestämmelser om delegationer. Vissa inkonsekvenser eller oklarheter har nämligen konstaterats mellan de texter som för närvarande gäller och de befogenheter som styrelsen beviljat. Han nämner särskilt frågor som rör personalfrågor, ett område där driften av en avtalsskola uppvisar vissa särdrag. Han påminner om att Rektorn, i enlighet med avtalet, är den överordnade chefen för hela personalen, samtidigt som han inte direkt förfogar över vissa befogenheter, såsom att underteckna anställningsavtal eller utdöma de allvarligaste disciplinära åtgärderna. Det framstår därför som nödvändigt att klargöra ansvarsfördelningen. Andra områden som behöver preciseras har också identifierats, särskilt ansvaret i samband med behandling av personuppgifter, vissa aspekter inom det medicinska området samt olika styrningsfrågor som för närvarande inte eller endast i begränsad utsträckning behandlas i de befintliga delegationerna.

Det andra målet är att ta hänsyn till den utveckling som skett inom stiftelsens organisation sedan 2024, som kännetecknas av ett utökat ansvar för ledande befattningshavare. Denna utveckling kräver att ett sammanhängande system för vidaredelegeringar formaliseras, vilket gör det möjligt för de berörda ansvariga att fullt ut utföra de uppdrag som anförtrotts dem.

Slutligen betonar Rektorn behovet av att precisera ansvarsfördelningen i samband med driften av fritidsverksamheten, Fritids. Sedan verksamheten integrerades i skolans organisation har rutinerna utvecklats och ansvarsfördelningen mellan de olika ansvariga har gradvis förfinats. Det framstår nu som nödvändigt att återspegla denna organisation i delegeringsdokumenten.

Syftet med detta tillvägagångssätt är också att förbättra smidigheten i beslutsprocesserna. Rektorn påpekar att vissa rutinbeslut idag kräver godkännanden som utan någon särskild risk skulle kunna delegeras, vilket skulle göra det möjligt att förenkla de administrativa förfarandena och öka den operativa effektiviteten.



Arbetet bygger bland annat på en jämförande analys av befintliga system i andra organisationer, särskilt inom svenska kommunala förvaltningar, för att hämta inspiration från beprövade modeller. Rektorn uppger att ett fullständigt förslag skulle kunna läggas fram för styrelsen i juni. Målet är då att ge styrelseledamöterna möjlighet att ta del av förslaget innan ett eventuellt antagande, så att de nya delegeringarna och underdelegeringarna kan träda i kraft redan vid början av nästa läsår.

Han önskar att flera riktlinjer ska fastställas innan arbetet fortsätter.

Rektorn tar först upp frågan om vikariering vid frånvaro hos den som har en befogenhet. Han anser att det är nödvändigt att formalisera reglerna för vikariering för att säkerställa en kontinuerlig verksamhet vid skolan. En första möjlighet skulle vara att låta den som innehar en befogenhet i förväg utse en ställföreträdare för förutsebar frånvaro, under förutsättning att styrelsen informeras i förväg. Vid oförutsedd frånvaro övervägs det att låta den befogade utse en ställföreträdare så snart situationen tillåter det, varvid styrelsen ska informeras så snart som möjligt. Slutligen, i undantagsfall där innehavaren själv inte kan utse en ställföreträdare, övervägs att styrelsens Ordförande ska kunna utse en tillfällig ställföreträdare, under förutsättning att styrelsen senare godkänner detta.

Rektorn anger därefter att den andra riktlinjen som antagits är att de utarbetade delegationerna ska tjäna som underlag för utformningen av det framtida systemet för vidaredelegering. Rektorn fortsätter sin presentation och anger att det påbörjade arbetet leder till ett förslag om att, för varje behörighetsområde, skilja mellan de åtgärder som kan bli föremål för vidaredelegering och de som inte kan vidaredelegeras. Denna åtskillnad skulle uttryckligen anges i de delegeringar som godkänns av styrelsen. Inom denna ram skulle den som innehar en delegering ha befogenhet att bedöma lämpligheten av att införa en vidaredelegering när detta är tillåtet. Det skulle då åligga denne att fastställa dess omfattning samt mottagaren. Styrelsen skulle informeras om varje inrättande, ändring eller upphävande av en vidaredelegering.

Rektorn anger att den tredje riktlinjen avser personalområdet. Han påpekar att det arbete som hittills utförts leder till en önskan att skilja mellan delegeringen till AEFE-Rektorn avseende personal inom den internationella delen och administrationen, och delegeringen till Rektor Förskolan avseende personalen vid denna del av stiftelsen. Denna åtskillnad framstår som nödvändig för att ta hänsyn till de särdrag som kännetecknar driften av en avtalsbunden skola. När det gäller personalen inom den internationella delen och administrationen betonar Rektorn behovet av att klargöra sambandet mellan rollen som tillsyns- och ledningsansvarig och den administrativa hanteringen av personalfrågor. Han tar särskilt upp frågan om undertecknandet av anställningsavtal, vilket skulle kunna skötas av HR-chefen, samtidigt som man förutsätter ett formellt godkännande från Rektorn för beslut som rör personal som står under hans eller hennes befogenhet.

Rektorn preciserar att flera andra ämnen fortfarande behöver fördjupas, särskilt vissa ansvarsområden kopplade till skyddet av personuppgifter och andra styrningsområden som ännu inte har integrerats i delegeringsförslagen. Han anger att ett mer färdigställt arbetsdokument



kommer att läggas fram vid ett kommande möte för att styrelsen ska kunna granska förslagen i sin helhet.

Efter presentationen följer en diskussion mellan styrelseledamöterna och Rektorn om hur styrelsen ska informeras om vidaredelegeringar. En styrelseledamot anser att så länge principen om vidaredelegering uttryckligen godkänts av styrelsen inom ramen för den ursprungliga delegeringen, verkar det inte nödvändigt med systematisk information vid varje ändring. Han föreslår att en periodisk uppföljning eller en årlig intern kontroll skulle kunna räcka för att säkerställa att styrelsen hålls väl informerad. Rektorn preciserar att förslaget framför allt syftar till att säkerställa öppenhet gentemot styrelsen och att upprätthålla en balans mellan de befogenheter som delegerats till den verkställande ledningen och den kontrollfunktion som styrelsen utövar. Diskussionerna rör även situationer där den som har fått befogenheterna är oförutsett frånvarande. Flera scenarier tas upp för att säkerställa kontinuiteten i skolans verksamhet samtidigt som styrelsens befogenheter bevaras. Efter diskussionerna uppstår enighet om ett system som bygger på enkla principer och som förenar operativ effektivitet med styrelsens efterhandsgranskning. Rektorn noterar de framförda synpunkterna och uppger att de kommer att beaktas i det fortsatta arbetet. Han tackar styrelseledamöterna för deras bidrag, som kommer att göra det möjligt att förenkla och förbättra det system som håller på att utarbetas.

f) Information om situationen vid fritidsverksamheten

Ordföranden ger ordet till Låg- och mellanstadiechefen för en informationspunkt rörande situationen inom fritidsverksamheten, särskilt på en viss nivå. Grundskolans rektor redogör för de omständigheter som har lett till att en särskild uppföljning har införts i år samt för innehållet i denna uppföljning. Den senaste utvecklingen av situationen diskuteras också, med en diskussion om eventuella konsekvenser av denna. En förvaltare anser att det är väsentligt att man ser till att familjernas farhågor beaktas. Rektorn för grundskolan delar denna uppfattning och uppger att så har skett i detta fall.

Styrelsen noterar dessa uppgifter och kommer att hållas underrättat om situationens utveckling i enlighet med de pågående förfarandena.

7. Beslutsärenden

a) Undertecknande av tillägget till avtalet

Ordföranden påminner om att styrelsen formellt måste godkänna undertecknandet av tillägget till avtalet med AEFE för att det ska kunna överlämnas till myndigheten före slutet av juni. Beslutet läggs fram för omröstning.

Omröstningsresultat:

- För: 7 avgivna röster
- Mot: 0
- Avstod från att rösta: 0



Beslutet antas enhälligt av de avgivna rösterna.

Två styrelseledamöter var frånvarande vid omröstningen.

Ordföranden tackar styrelseledamöterna för deras förtroende och betonar att detta steg, enligt hans uppfattning, ligger i institutionens intresse och bidrar till att stärka dess relationer med AEFE.

b) Godkännande av finansiella bestämmelser och boendeavtal för projektet "Ett år i Stockholm"

Ordföranden lägger fram de särskilda finansiella bestämmelserna för programmet "Ett år i Stockholm" för styrelsen; dessa har ställts till styrelseledamöternas förfogande i fransk och svensk version. Det preciseras att den svenska versionen är den giltiga. Bestämmelserna innehåller en bilaga om skolavgifter, som kan uppdateras årligen utan att huvuddokumentet ändras.

Ordföranden lägger även fram det avtal som gäller för familjerna, vilket innehåller de olika riktlinjerna för programmet. Det preciseras att den engelska versionen är den giltiga, för att ta hänsyn till de undertecknare som inte behärskar svenska. Dessa dokument läggs fram för omröstning i styrelsen.

Omröstningsresultat:

För: 7 avgivna röster

Mot: 0

Avstod från att rösta: 0

De särskilda finansiella bestämmelserna samt avtalet som gäller för familjerna antas enhälligt av de avgivna rösterna.

Två styrelseledamöter var frånvarande vid omröstningen.

8. Övriga frågor**a) Val kalender 2026–2027 och styrelsemöten 2026–2027**

Styrelsen diskuterar schemat för de kommande mötena samt organisationen av valet av styrelseledamöter, eftersom vissa av dem kommer att förnya sitt mandat under det kommande läsåret eller avgå från sina uppdrag.

Efter diskussion fastställs en preliminär valkalender:

- Sista dag för inlämning av kandidaturer: 7 september;
- Godkännande av kandidaturer och inledning av valkampanjen: 14 september;
- Genomförande av valet: veckan som börjar den 28 september;
- Konstituerande styrelsemöte: onsdagen den 7 oktober kl. 17.30, i hybridformat.

Styrelseledamöterna betonar vikten av att i god tid förbereda mandatförnyelsen och uppmuntra kandidaturer inom de olika valkretsarna. Man enas om att en uppmaning till kandidaturer ska publiceras före sommarlovet och sedan återupptas efter sommarlovet.

Styrelsen överväger även möjligheten att anordna ett extra möte före skolstarten för att göra en lägesbedömning av valprocessens framskridande och de utmaningar som väntar vid skolstarten.



Inget beslut fattas i detta skede. Frågan kommer att tas upp på nytt vid nästa styrelsemöte, som är planerat till den 22 juni via videokonferens. Styrelseledamöterna enas om att vid det mötet på nytt utvärdera behovet av att anordna ett kompletterande möte i slutet av augusti eller i början av september, beroende på hur ansökningsprocessen fortskrider och skolans behov.

9. Mötet avslutas

Styrelsens ordförande tackar samtliga ledamöter för deras engagemang och bidrag till styrelsens arbete och förklarar därefter mötet avslutat.

Stockholm 2026-08-06

Lu et approuvé / Läst och godkänt

Olivier Cureau

[Olivier Cureau \(7 aug. 2026 15:54:12 GMT+2\)](#)

Olivier Cureau, scrutateur - justerare

Hervé Brice

[Hervé Brice \(8 aug. 2026 14:22:18 GMT+2\)](#)

Hervé Brice, scrutateur - justerare

Guillaume LEFEBVRE

[Guillaume LEFEBVRE \(7 aug. 2026 15:35:32 GMT+2\)](#)

Guillaume Lefebvre, Président - ordförande

